



**ASSOCIATION POUR LE PROGRAMME
INTEGRE DE DEVELOPPEMENT**

PLAN STRATÉGIQUE PAYS MALI 2025-2029 ONG APIDEV

« VERS DES COMMUNAUTÉS
PLUS RÉSILIENTES ET AUTONOMES À
L'HORIZON 2029 »

MARS 2025

**Plan Stratégique Pays
Mali 2025-2029
ONG APIDEV**

« Vers des communautés plus résilientes et
autonomes à l'horizon 2029 »

TABLE DES MATIÈRES

1. INTRODUCTION	7
2. PRÉSENTATION DE APIDEV (HISTORIQUE, MISSION, VISION ET VALEURS)	8
2.2. Enoncé de la mission	8
2.3. Enoncé de la vision	8
2.4. Valeurs	8
3. ANALYSE DE LA SITUATION ACTUELLE	9
4. ANALYSE FFOM/SWOT	10
5. OBJECTIFS STRATÉGIQUES	12
6. ENONCE DU PROBLEME	12
7. LES PILIERS DE LA STRATÉGIE	14
6.1. Pilier ou priorité stratégique 1: Education et protection de l'enfance	14
6.2. Pilier ou priorité stratégique 2: Santé, eau, hygiène et assainissement	15
6.3. Pilier ou priorité stratégique 3: Agriculture durable, sécurité alimentaire et environnement	15
8. DESCRIPTION DES OBJECTIFS STRATEGIQUES ET DES RESULTATS ATTENDUS	17
Objectif Stratégique 1	17
Objectif stratégique 2	17
Objectif stratégique 3	18
Objectifs transversal 1	19
Objectifs transversal 2	20
Objectifs transversal 3	20
Théorie de changement	21
9. CADRE LOGIQUE	22
10. MATRICE DES RISQUES	23
11. MATRICE DES PARTENAIRES	25
12. TABLEAU DES INDICATEURS CLES DE PERFORMANCE	27
13. RESUME DU BUDGET	38
Annexe 1: Budget détaillé	38
Annexe 2: Plan d'action pour la mise en œuvre et le suivi du plan stratégique	39

SIGLES ET ABBREVIATIONS

AE :	Académie d'Enseignement
AGR :	Activité Génératrice de Revenu
AME :	Association des Mères d'Elèves
APE :	Association des Parents d'Elèves
APIDEV :	Association pour le Programme Intégré de Développement
ASC :	Agent de Santé Communautaire
ASACO :	Association de Santé Communautaire
CAP :	Centre d'Animation Pédagogique
CCC :	Communication pour un Changement de Comportements
CEDEAO :	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEP :	Champ École Paysanne
CF :	Club des Filles
CGS :	Comité de Gestion Scolaire
CIRM :	Centre d'Insertion, Réinsertion et Maintien des Enfants
COFO :	Commission Foncière
CRS :	Catholic Relief Services
CS :	Cantine Scolaire
CSCOM :	Centre de Santé Communautaire
DFID :	Département du Royaume Uni pour le Développement International
EAT/CAC :	Espace d'Apprentissage Temporaire / Centre d'Apprentissage Communautaire
EEI :	Engin Explosif Improvisé
EVW :	Education Cannot Wait (l'Education Ne peut pas Attendre)
FCDO/ CRDI :	Foreign, Commonwealth and Development Office / Centre de Recherches pour le Développement International du Royaume Uni
FEA :	Femme Enceinte et Allaitante
FFOM/SWOT :	Forces Faiblesses Opportunités et Menaces
FI :	Food Item (Produit Alimentaire)
GAT :	Groupe Armée Terroriste
GBVIMS :	Gender-Based Violence Information Management System (Plateforme Nationale de Gestion de l'Information sur les Violences Basées sur le Genre)
GDE :	Gouvernement des Enfants
GIZ :	Société Allemande pour la Coopération Internationale
HeRAMS :	Health Resources and Services Availability Monitoring System (Suivi de la disponibilité des ressources et des services de santé)
IEC :	Information Education Communication

IMF :	Institution de Microfinance
INSO :	International NGO Safety Organisation (Organisation Internationale pour la Sureté des ONG)
JPO :	Journée Porte Ouverte
LFA :	Loi sur le Foncier Agricole
LOA :	Loi d'Orientation Agricole
LOE :	Loi d'Orientation sur l'Éducation
MATCL :	Ministère de l'Administration Territoriale et des Collectivités Locales
MEN :	Ministère de l'Education Nationale
MPME :	Micro Petites et Moyennes Entreprises
MSD4E :	Market Systems Development For Employment (Développement des Systèmes de Marché pour l'Emploi)
NFI :	Non Food Item (Produit Non Alimentaire)
NRC :	Conseil Norvégien pour les Réfugiés
OCB :	Organisation Communautaire de Base
OCHA :	Organization for the Coordination of Humanitarian Actions (Organisation pour la Coordination des Actions Humanitaires)
ODD :	Objectif de Développement Durable
ONGI :	Organisation Non Gouvernementale Internationale
OP :	Organisation Paysanne
PA :	Personne Âgée
PAM :	Programme Alimentaire Mondial
PD :	Parcelle de Démonstration
PDA :	Programme de Développement Agricole
PDAA :	Programme Accéléré de Développement de l'Agriculture
PDCOM :	Programme de Développement Communal
PDI :	Personne Déplacée Interne
PDSEC :	Programme de Développement Economique Social et Culturel
PEAS :	Protection Contre l'Exploitation et Abus Sexuel
PIB :	Produit Intérieur Brut
PMA :	Paquet Minimum d'Activités
PME :	Petites et Moyennes Entreprises
PNISA :	Programme National d'Investissement dans le Secteur Agricole
PNLD :	Politique Nationale de Lutte Contre la Déforestation
PNLRC :	Programme Nationale de Lutte contre le Réchauffement Climatique
PNPNR :	Politique Nationale de Protection des Ressources Naturelles
PTF :	Partenaire Technique et Financier
PVH :	Personne Vivant avec un Handicap

RNA :	Régénération Naturelle Assistée
RGPH :	Recensement Général de la Population et de l'Habitat
RRM :	Mécanisme de Réponse Rapide
SAP :	Système d'Alerte Précoce
SLDS :	Service Local de Développement Social
SSA/P :	Stratégie de Scolarisation Accélérée par Passerelle
TPM :	Suivi Par Tiers
UEMOA :	Union Economique et Monétaire Ouest Africain
UNICEF :	Fonds des Nations Unies pour l'Education et l'Enfance
USAID :	United States Agency for International Development (Agence Américaine pour le Développement International)
USD :	Dollar Américain
VBG :	Violence Basée sur le Genre
WASH :	Water Hygiene and Sanitation (Eau Hygiène et Assainissement)

1. INTRODUCTION

Situé dans le cœur de l'Afrique de l'Ouest, le Mali est un pays subsaharien, enclavé, avec une superficie de 1 246 223 km² et partage 7 420 km de frontières avec sept pays limitrophes : l'Algérie au nord-est, le Niger et le Burkina Faso à l'est, la Côte d'Ivoire, la Guinée au sud, la Mauritanie au nord-ouest et le Sénégal à l'ouest. La population est estimée à 22 millions 395 mille 485 habitants dont 47,2% de jeunes de moins de 15 ans et 49,7% de femmes selon le 5ème RGPH (2022). Le pays bénéficie ainsi de quatre zones climatiques, un climat saharien (désertique) au Nord (pluviométrie annuelle < 200 mm), sahélien au centre (pluviométrie annuelle comprise entre 200 mm et 600 mm), soudanien (pluviométrie annuelle comprise entre 600 mm et 1000 mm) et soudano-guinéenne au sud (pluviométrie > 1000 mm). La superficie cultivable s'élève à 43,7 millions d'hectares, soit 35% de la superficie totale dont seulement 2,6 millions d'hectares cultivés, soit 2% de la superficie totale et 6% de la superficie cultivable. Trois quarts de la population malienne vivent en milieu rural (63,88 %), contre 36,2 % en milieu urbain. L'économie est essentiellement à vocation agro-sylvo-pastorale occupant 80% de la population active et contribuant pour 33% au PIB et 15% aux exportations (Sanogo et Al, 2017).

Cependant, les agriculteurs, éleveurs et pêcheurs ruraux peinent à couvrir entièrement leurs besoins alimentaires et à atteindre un niveau de sécurité alimentaire satisfaisant tout au long de l'année. L'agriculture est de type subsistance, et les acteurs font face à des chocs liés aux changements et variabilités climatiques récurrents, avec peu de capacités de résilience. Cette situation les plonge dans l'extrême pauvreté et engendre des conflits inter et intracommunautaires. Les conflits liés aux fonciers agricoles, à la réduction des espaces de pâturage, aux berges de pêche et à d'autres ressources naturelles sont les plus visibles dans certaines zones.

En conséquence, leur accès aux services sociaux de base et aux droits fondamentaux reste hypothéqué aggrave les inégalités sociales, l'extrême pauvreté et la précarité.

Depuis 2012, une succession de crises multiformes a été observée, entraînant des déplacements massifs de populations, des fermetures d'écoles et de centres de santé, aggravant les difficultés d'accès aux services sociaux de base et aux droits fondamentaux. On assiste donc à plusieurs couches de populations vulnérables dont des personnes déplacées internes (PDI) et des réfugiés en manque de moyens de subsistance, des personnes vivant avec un Handicap (PVH) en manque de qualification et de perspectives économiques, des enfants non accompagnés, des enfants non-scolarisés et/ou déscolarisés, des jeunes sans qualification et en manque de ressources et d'opportunités économiques, des femmes victimes de violences basées sur le genre (VBG), des femmes en incapacité d'accès aux actifs et à des qualifications pour leur autonomisation. La résultante est une insécurité grandissante marquée par l'enrôlement dans les groupes armés terroristes (GAT) et le grand banditisme. De plus, les acteurs ruraux, manquant de ressources pour se procurer les intrants de qualité adaptés au changement climatique, éprouvant des difficultés d'accès aux marchés et ne disposant pas de technologies numériques et mécanisées pour adopter une agriculture contractuelle, deviennent de plus en plus vulnérables à plusieurs aléas et fléaux. Parmi ceux-ci figurent le faible niveau d'engagement citoyen, le faible niveau de participation aux actions de développement et de gouvernance locale, ainsi que la radicalisation et l'extrémisme violent.

Apidev a mis en œuvre plusieurs programmes dans le cadre de ses stratégies antérieures de 1995 à 2024 ayant bénéficié à plus de 1 034 562 personnes à travers différents pays et renforcé 7 975 mécanismes pour la durabilité des interventions. Ces programmes ont concerné les secteurs de l'éducation, de la santé, de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement, de la protection, de l'agriculture, de la sécurité alimentaire, de la nutrition, de l'autonomisation des groupes vulnérables (PDI, réfugiés, PVH, jeunes et femmes) ainsi que la gouvernance locale. Elle a développé plusieurs modèles et approches qui ont permis aux communautés locales d'améliorer leurs conditions de vie, notamment grâce à l'accès des enfants à l'éducation, à la santé et au bien-être ainsi qu'à la participation citoyenne. Ainsi, Apidev a décidé de se doter d'une nouvelle stratégie s'appuyant sur les enseignements tirés des actions antérieures, notamment en termes de modèles et approches ayant fait leurs preuves et qui doivent être mis à l'échelle. Cela passera par des actions de financements complémentaires et le renforcement des mécanismes endogènes, afin de permettre aux communautés de bénéficier de nouvelles opportunités d'interventions ciblées, répondant à leurs besoins spécifiques préalablement analysés. Cette nouvelle stratégie intitulée « Vers des communautés plus résilientes et autonomes à l'horizon 2029 » est bâtie sur les enseignements issus du terrain, notamment au cours de la dernière stratégie qui a vu la mobilisation et la confiance de partenaires techniques et financiers et des acteurs communautaires pour la cause des couches vulnérables.

2. PRÉSENTATION DE APIDEV (HISTORIQUE, MISSION, VISION ET VALEURS)

1.1. Historique, objectifs, domaines et cibles

L'Association pour le Programme Intégré de Développement (APIDEV) est une Organisation Non Gouvernementale à but non lucratif et apolitique fondée le 17 juillet 1995 par un groupe de jeunes cadres maliens et diplômés de diverses formations. Elle a été officiellement reconnue en tant qu'Organisation Non Gouvernementale (ONG) nationale par le gouvernement malien, avec un accord-cadre signé en septembre 1995 (N° 624), renouvelé le 16 décembre 2010 (N° 1195/0624 MATCL). Ses programmes ont pour objectifs de contribuer au développement économique et la promotion socioculturelle durable du Mali à la base à travers un soutien aux initiatives locales par la protection de l'environnement, la communication, la formation et le renforcement des capacités organisationnelles et institutionnelles des communautés locales. Elle évolue dans des domaines clés qui touchent directement la vie des populations telles que la communication pour le développement, la protection de l'environnement, la protection des enfants, la lutte contre l'insécurité alimentaire, l'appui conseil aux Collectivités Décentralisées et aux initiatives locales, l'assistance aux couches vulnérables et défavorisées (lutte contre la pauvreté), l'appui au processus de réconciliation nationale et de la cohésion sociale, la lutte contre la pauvreté et l'exclusion, l'Education, Santé, Hydraulique, Hygiène et Assainissement, le développement communautaire, par des approches participatives, d'études de base, d'implémentation direct de programmes, de responsabilisation et de recherche sociale pour le développement. Ses cibles sont les femmes, les enfants en situation difficile, les personnes âgées, les jeunes, les personnes vivant avec un handicap (PVH), les personnes déplacées internes (PDI), les réfugiés, les populations démunies et les organisations paysannes (OP). Apidev intervient sur l'ensemble du territoire national de la République du Mali, en général et, en particulier le District de Bamako les huit régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao, Kidal.

Apidev a développé plusieurs modèles d'accès humanitaire et d'appui au renforcement des mécanismes endogènes au sein des communautés ayant permis la durabilité de ses interventions. Aussi, elle a développé une culture participative et inclusive au sein de son personnel se trouvant à la base du maintien de celui-ci en créant un environnement de travail stimulant et attractif et une expérience enviable. Ainsi, elle se veut une ONG qui a un fort encrage communautaire appliquant une approche participative et de réponse communautaire et de responsabilisation des communautés.

2.2. Enoncé de la mission

Apidev s'est donné pour mission de Promouvoir l'émergence économique, sociale et culturelle des communautés à la base (urbaines et rurales) plus organisées, capables de participer pleinement dans le processus de leur développement.

2.3. Enoncé de la vision

Apidev envisage de devenir une référence en matière de développement humain durable dans la sous-région de l'Afrique sub-saharienne

2.4. Valeurs

Apidev est fondée sur des valeurs fondamentales d'humanité, d'équité, d'inclusion, de participation et de responsabilisation tant de ses membres que des communautés qui permettent de :

- **Assurer** – Assurer la mobilisation sociale par une participation active des communautés à leur propre développement;
- **Promouvoir** – Promouvoir des initiatives locales et les activités agro-pastorales et de maraîchage ;
- **Réaliser** – Réaliser le développement humain durable par l'organisation et l'action communautaire ;
- **Améliorer** – Améliorer et protéger l'environnement par le renforcement des mesures d'hygiène et d'assainissement

3. ANALYSE DE LA SITUATION ACTUELLE

Les interventions de Apidev au cours de sa dernière stratégie de 2021-2024 a touché 1 034 562 personnes notamment des hommes, des femmes, des enfants formés dans les centres SSA/P et réinsérés dans le système formel, des enfants PDI et enfants non accompagnés, des jeunes, des réfugiés, des PVH, des agriculteurs, des enseignants et des membres de CGS à travers le pays. Les principales zones d'interventions ont été les régions du Centre (Ségou et Mopti), du Sud (Sikasso), de l'Ouest (Koulikoro), du Nord Gao et Tombouctou où Apidev a mis en œuvre 13 projets dans ces zones d'un montant total de 3 860 131 921 FCFA (6 433 553 Dollars US). Ils ont touché 650 334 enfants et 15 885 enseignants. Au total 7 975 mécanismes ont été mises en place et/ou renforcés pour relever les défis, soutenir et pérenniser les actions dont 6 356 CGS, 253 AME, 169 CIRM, 186 Centres SSA/P, 100 GDE, en plus des 861 écoles

Apidev a entrepris en 2024 une mise en valeur de la SSA/P et a récompensé 36 meilleurs élèves 07 meilleurs enseignants des Centres SSA/P.

accompagnées. L'ensemble des interventions ont permis 86 076 distributions de kits FI et NFI dont 28 667 kits scolaires, 450 jugements supplétifs, 48 454 kits de lavage de mains, 7 997 masques, 10 hangars construits pour les centres SSA/P et écoles, 18 écoles réouvertes et 27 salles de classes réhabilitées. Malgré la restauration de 453 ha de terres, la dégradation environnementale persiste en raison des pratiques agricoles non durables. Les actions ont permis également de créer un levier de 9 **650 329 802 FCFA (16 083 883 USD)** à travers la mobilisation des acteurs communautaires, les investissements locaux et les activités génératrices de revenus (AGR). Tout cela est favorisé par l'ancrage communautaire dont bénéficie l'ONG Apidev de par son statut d'ONG nationale, son implantation dans la plupart des zones d'in-

tervention et les recrutements locaux facilitant l'acceptabilité de ces actions.

Malgré ces réalisations, il est important de noter les défis auxquels Apidev a dû faire face au cours de sa dernière stratégie marquée par les crises de Covid-19, les crises sécuritaires réduisant les possibilités de mobilité pour répondre aux besoins des populations nécessiteuses et la crise politique ayant entraîné des sanctions imposées par la CEDEAO et l'UEMOA au Mali amplifiant surtout la souffrance des populations et créant d'autres besoins d'intervention humanitaire. Aussi, l'insuffisance de ressources financières et logistiques ont été à la base de certaines difficultés pour satisfaire des besoins humanitaires dans des zones reculées et celles à fort risques sécuritaires.

Cependant, la nécessité de répliquer et de mettre à l'échelle ces actions reste une priorité de Apidev à cause de l'augmentation de la demande par la volatilité de la situation sécuritaire dans les anciennes zones d'intervention, mais aussi l'amplification de certains facteurs de stress comme le changement climatique et l'impossibilité des acteurs humanitaires internationaux à accéder à certaines zones faisant appel aux acteurs nationaux pour un soulagement des populations.

4. ANALYSE FFOM/SWOT

L'analyse des forces, faiblesses opportunités et menaces de Apidev révèle ce qui suit :

ENVIRONNEMENT INTERNE / ANALYSE DES FACTEURS INTERNES	
FORCES	FAIBLESSES
Apidev jouit de certaines forces institutionnelles et programmatiques comme: • Disponibilité des documents légaux et de documents de politiques et de procédures en lien avec la gouvernance, la gestion et la sauvegarde de l'enfance, de l'environnement, l'éthique des affaires et les conflits d'intérêts, ainsi que le suivi, l'évaluation et l'apprentissage des programmes • La qualité de la main d'œuvre, notamment la stabilité de celui-ci ayant permis de créer un partage de vision, un dévouement et une expérience solide de chacun dans l'accomplissement de la mission de l'organisation et la participation à la conception des différents programmes et leurs mises en œuvre • Sa présence importante dans le pays à travers les antennes et sous-bureaux notamment dans les zones d'intervention • Son ancrage au niveau communautaire, ayant permis une meilleure connaissance du milieu et une forte capacité de mobilisation communautaire • Sa flexibilité dans la conception et la mise en œuvre des programmes facilitée par le dynamisme et la proactivité de la direction exécutive à analyser et accepter les propositions et recommandations pertinentes des parties prenantes sur la base des remontées d'informations • Son expertise et savoir-faire sectoriel développée tout au long de son parcours pour analyser la pertinence des interventions et fournir effective des programmes • Engagement pour le développement inclusif et durable • Expérience dans les thématiques choisies résultant de leçons apprises sur les interventions • Le taux important de son personnel étant issu des zones d'intervention (recrutements locaux), permettant une forte acceptabilité des interventions et une réduction considérable des coûts et des risques sécuritaires au cours des interventions • Disponibilité de moyens roulants (motos) et de matériels technologiques adaptés • Un esprit d'équipe très élevé au niveau du personnel à travers une culture organisationnelle bien développée, des sessions de teambuilding et des actions de bien-être du personnel • La confiance toujours renouvelée des partenaires • Inscription de l'organisation sur la plateforme analysée., la certification du personnel sur différentes thématiques pertinentes comme la PEAS, l'accès humanitaire, la sécurité des missions humanitaires, etc. ainsi que la participation aux différents Clusters comme ceux de l'éducation, la santé, l'humanitaire, etc.	Toutefois, quelques insuffisances et défis sont notées, sur lesquelles si des actions correctives sont apportées avec l'appui des partenaires, Apidev sera plus efficace au profit de ses bénéficiaires : • Taux de couverture du pays jugé faible par rapport aux besoins des populations • Insuffisance de financements pour satisfaire les demandes croissantes des communautés due au nombre réduit de partenaires financiers • Insuffisance de la capacité d'auto-financement des projets • Difficulté d'assurer la continuité des projets après la fin des financements faute de fonds supplémentaires • Manque de point focal sécurité pour la coordination sécuritaire • Manque de véhicule propre à l'ONG pour les activités de suivi des interventions sur le terrain • Manque d'assurance multi-risques/ assurance vie pour le personnel • Insuffisance de moyens matériels et financiers pour l'installation des Représentations pays dans les pays cibles de la sous-région (Niger et Burkina) au regard des ambitions de l'ONG et des besoins évalués chez les communautés

ENVIRONNEMENT EXTERNE / ANALYSE DES FACTEURS EXTERNE

OPPORTUNITES	MENACES
Apidev est entourée de plusieurs opportunités pouvant constituer de base pour des cocréations de projets, des microprojets communautaires, des projets d'investissements, de renforcements institutionnels et de partenariats pour atteindre ses objectifs de communautés soulagées, résilientes et autonomes. Il s'agit entre autres de : • L'acceptation de l'ONG par la communauté • La confiance des partenaires habituels • La bonne collaboration avec les services techniques et collectivités • L'existence des partenaires techniques et financiers qui s'intéressent davantage aux thématiques choisies • L'existence de politiques publiques sur les thématiques choisies • La demande croissante des communautés en actions humanitaires et de développement • Les avancées technologiques et numériques comme atouts pour la communication sur les programmes • Les multitudes des crises créant des besoins humanitaires chez les communautés cibles • Les possibilités de synergies d'actions et de création de consortium • La bonne coordination entre les acteurs humanitaires	Apidev fait également face à des menaces de niveau mineure, mais à considérer pour sa réputation, la sécurité du personnel, et sa survie institutionnelle auxquelles elle travaille à apporter des solutions. Il s'agit de : • L'insécurité entravant la mise en œuvre des interventions (pose d'EEI, attaques, enlèvements, menaces et intimidations, etc.) • Le retrait des certains partenaires financiers en lien avec les nouvelles orientations politiques, réduisant les possibilités d'obtention de nouveaux financements et de continuité des projets en cours • Restrictions réglementaires relatives à la mise en œuvre des projets dans le contexte actuel du pays • Contexte politique défavorable aux principes de certains partenaires importants • Le risque pays élevé marquée par des tensions dans la sous-région • Les Décrets Exécutifs de la nouvelle présidence américaines (USA) sur certaines thématiques clés comme la Diversité, l'Equité, l'Inclusion et l'Accessibilité (DEIA) et la suspension de l'USAID • Le rejet de certaines thématiques par les religieux qui dominent certaines communautés

PLAN D'ADAPTATION À L'ENVIRONNEMENT

Afin de s'adapter à cet environnement, Apidev a prévu dans le cadre de ce plan stratégique de s'appuyer sur ses forces pour réduire au minimum ses faiblesses institutionnelles pour amorcer les opportunités qui l'entourent. Entre autres mesures, on note :

- Respect des engagements auprès de tous les partenaires en termes de délais et de qualité des livrables
- Travailler en consortium avec les partenaires internationaux, diversifier les partenariats et le renforcer les capacités locales
- Renforcement de son niveau de crédibilité par une amélioration constante de son niveau de lisibilité et de visibilité sur le terrain
- Participation à des consortia et à des cocréation de programmes avec des partenaires ONG, bureaux d'études, entreprises de création de biens et des organisations communautaires de base
- Renforcement des mécanismes endogènes pour une amélioration nette du niveau de prise en charge des besoins des communautés
- Maintenir une amélioration constante de son approche communautaire
- Chercher à acquérir des programmes de longues durées (3-5 ans) pour renforcer davantage le niveau d'expérience du personnel
- La mise en place d'un plan robuste de maintien du personnel pour réduire le taux de roulement du personnel et obtenir un personnel hautement qualifié
- Renforcement institutionnel de l'organisation par l'acquisition de véhicules tout-terrains pour les suivis et apprentissage des projets
- Recherche de financements supplémentaires pour les suivis post-projet afin de s'assurer la continuité des actions notamment les cas d'insertion et de réinsertion scolaires, d'installation des entrepreneurs et AGR, de mise en place et de renforcement des mécanismes endogènes.
- Accentuer la communication sur les interventions de Apidev, le Branting des partenaires et la mise en place de mécanismes de documentation des produits de connaissances des programmes

5. OBJECTIFS STRATÉGIQUES

Objectif général :	<i>Renforcer la résilience des communautés à travers le développement des capacités locales</i>
Objectif stratégique 1 :	<i>Améliorer l'accès des communautés aux services essentiels</i>
Objectif stratégique 2 :	<i>Développer et renforcer les capacités des communautés locales en matière de gestion des risques, d'adaptation au changement climatique et de résilience économique</i>
Objectif stratégique 3 :	<i>Favoriser la participation active des communautés locales au développement durable</i>

6. ENONCE DU PROBLEME

Au Mali, le problème fondamental des populations est l'extrême pauvreté exacerbée par les enchaînements de crises au Mali depuis 2012, les conflits inter et intracommunautaires, les chocs climatiques devenus récurrents et la crise internationale. En 2024, plus de 378 000 déplacées internes (PDI), plus de 191 000 réfugiés ont été enregistrés au Mali, plus de 450 000 personnes affectées par les inondations, principalement des femmes et enfants conduisant le gouvernement à déclarer l'état de catastrophe nationale (OCHA, 2025). Le contexte sécuritaire reste fragile avec un environ-

nement peu protecteur et un accès humanitaire très complexe marqué par les restrictions politiques, les infrastructures routières inadaptées, les attaques multiformes des groupes armés terroristes, la raréfaction des partenaires financiers dans le pays et la réorientation des mécanismes de financements. Selon l'OCHA, le Gouvernement du Mali et la

Apidev entend suivre les succès des programmes SSA/P en collaboration avec les parties prenantes afin de documenter la continuité de leur éducation jusqu'à leur insertion professionnelle. Ces produits de connaissances seront mis à la disposition des partenaires sous conditions afin de leur permettra d'avoir des références sur les différents programmes d'éducation non formelle, d'apprentissage temporaire, de scolarisation, et de continuité de l'éducation notamment dans les contextes de crises.

Communauté humanitaire présentent 6,4 millions de personnes en besoins humanitaires urgents dont 4,7 millions de personnes ciblées et identifiées comme étant les plus vulnérables équivalent à 771,3 millions de Dollars . Les capacités de résilience des populations restent faibles malgré les efforts déployés par le gouvernement du Mali et les acteurs humanitaires. La problématique touche plusieurs secteurs stratégiques de l'Etat en lien avec les besoins essentiels des communautés :

Education : Avec le déplacement des populations, les conflits, les attaques contre les écoles entraînant leur fermeture, plusieurs enfants sont privés de leurs droits fondamentaux dont la scolarisation. En janvier 2025, 10 310 écoles sont restées fermées, 3 039 000 enfants

privés de cours et 60 780 enseignants hors des classes à causes des attaques contre les établissements scolaires et des enlèvements de personnel éducatif créant un climat de peur qui empêche l'accès à une éducation de qualité (Cluster Education, 2025) . Par conséquent, les enfants non scolarisés sont plus susceptibles d'être exploités par des groupes armés, de subir des mariages précoces ou de se tourner vers le travail des enfants.

Santé, eau, hygiène et assainissement : L'accès à la santé est entravé par la fermeture de certaines aires de santé, l'absence d'aires de santé de proximité amenant les femmes à accoucher à la maison, aggravant les maladies saisonnières et les maladies transmissibles. Les personnes déplacées internes ainsi que les réfugiées sont les plus exposées aux maladies diarrhéiques, au paludisme et à d'autres maladies tropicales faute d'accès aux vaccins et aux traitements d'urgence, augmentant le taux de mortalité infantile, néonatale et maternelle. Les risques liés aux grossesses sont les plus élevés avec des taux de malnutrition aigüe et sévère chez les femmes et les enfants dans des contextes nécessitant des réponses d'urgence par des distributions de kits sanitaires, d'hygiène, EAT/CAC, alimentaires et nutritionnels pour les femmes enceintes et allaitantes ainsi que les bébés et enfants. Aussi, le Système de Surveillance de la Disponibilité des Ressources et des Services de Santé (HeRAMS) pour le Mali, dans son rapport d'évaluation de 3 139 formations sanitaires (FOSA) et 3 398 agents de santé communautaire (ASC) à travers le pays, souligne qu'environ 98 % des formations sanitaires évaluées sont au moins partiellement opérationnelles et 11 % rapportent des dommages partiels, principalement dus à un manque d'entretien, et dans une moindre mesure à des catastrophes naturelles ou d'origine humaine . De plus on note les obstacles dans la prestation de services comme 1) la pénurie de ressources notamment les manques en fournitures médicales, en équipements, et en personnel qualifié, ce qui affecte la régularité et la qualité des services, 2) l'insécurité et la difficulté d'accès en raison de problèmes de sécurité et de barrières physiques, réduisant l'accès des patients aux services essentiels, et 3) la réduction du soutien des partenaires ou des lacunes persistent en matière de financement opérationnel et de soutien aux infrastructures pour la mise à disposition de fournitures médicales et la formation du personnel.

Agriculture durable, sécurité alimentaire et environnement : Les populations rurales sont les plus grandes victimes des effets du changement climatique, n'étant pas assez dans la dynamique de protection de l'environnement compte tenu de la faible capacité de l'Etat à couvrir tout le pays par les campagnes de sensibilisation. Cela affecte fortement la qualité des eaux souterraines et de surface, situation exacerbée par l'exploitation aurifère artisanale et semi industrielle impactant les activités piscicoles, mais aussi les espaces agricoles et de pâturage. Par méconnaissance et faible niveau d'adoption des bonnes pratiques agronomiques, des nouvelles technologies et des mesures d'atténuation comme les assurances agricoles, les semences de variétés résilientes aux stress (sécheresses et inondations), la productivité reste faible et les productions ne permettent plus de tourner toute l'année. De plus, les éleveurs n'ont pas accès aux intrants d'élevage (embouche, pisciculture et aviculture) réduisant les rendements des activités génératrices de revenus. La rigidité des mécanismes de financement et de refinancement des activités génératrices de revenus de ces populations rurales et le faible encadrement des systèmes de marchés laissent peu de chance pour une sécurité alimentaire et nutritionnelle. Aussi, les PDI et réfugiés vivent une situation d'insécurité alimentaire et nutritionnelle après avoir abandonné leurs récoltes et s'être installés dans des zones où ils n'ont pas de terres pour cultiver. .

Economie, droits de l'homme et protection sociale : Les déplacements internes, réfugiés, les violences basées sur

le genre (VBG), les mariages précoces, les difficultés d'accès aux actifs (foncier et équipements), la famine, l'insécurité alimentaire, les problèmes de transformation des produits locaux, les problèmes d'accès aux marchés, la quasi-absence d'infrastructures routières, le problème d'accès aux finances, le manque de qualification et de perspectives économiques ainsi l'absence d'abri sont des causes principales des souffrances que vivent ces populations cibles en besoins d'aide humanitaire. Entre avril et juin 2024, 10 415 cas de violations des droits humains et atteintes à ces droits ont été documentés par le système de monitoring de la protection contre 8 698 au trimestre précédent, de janvier à mars 2024 (E. González, 2024) . Cela représente une augmentation de 19,74% et une augmentation de 265% par rapport à la même période de l'année dernière (avril à juin 2023) où 2 856 violations et abus ont été documentés. Les violences sexuelles et basées sur le genre ont également atteint un niveau élevé avec un total de 5 326 cas documentés entre avril et juin 2024, par le biais du système de gestion des informations sur la violence basée sur le genre (GBVIMS), soit une augmentation de 230% par rapport au premier trimestre (2 315 cas). Sur les 5 326 incidents, 23% impliquent des violences sexuelles (E. González, 2024). Le retrait de certains partenaires humanitaires internationaux et bailleurs de fonds a contribué à créer un vide dans certaines zones où la couverture humanitaire était faible. Aussi, les difficultés d'accès humanitaires pour acteurs internationaux interpellent à une réflexion sur de nouvelles approches nexus à adopter afin de protéger les populations, notamment les femmes et les enfants. Plusieurs partenaires ont commencé l'approche « localisation » dont Apidev notamment par les recrutements des animateurs et responsables programmes au niveau local pour assurer la mise en œuvre des programmes.

7. LES PILIERS DE LA STRATÉGIE

Cette stratégie qui se veut une réponse humanitaire est axée sur la mise à l'échelle des modèles et approches déjà développés et testés. Elle est bâtie sur trois priorités stratégiques dont 1) l'éducation et protection de l'enfance, 2) la santé, l'eau, l'hygiène et l'assainissement, et 3) l'agriculture durable et la sécurité alimentaire. Dans le contexte du développement humain durable, ces axes tournent autour de trois approches participatives de changement qui seront 1) l'accès humanitaire, 2) le renforcement des capacités des mécanisme locales, et 3) la résilience et participation citoyenne.

Le choix de ces priorités stratégiques repose sur la situation humanitaire présentée dans l'énoncé du problème et l'urgence constatée au sein des communautés. Aussi, les capacités de Apidev telles que décrites dans les SWOT permettent de créer des impacts sur ces axes de manière efficiente pour être mis à l'échelle et toucher d'autres secteurs non prioritaires, mais importants, dans cette stratégie. Ainsi, la stratégie permettra de créer un changement significatif dans les conditions de vie des populations, dans leurs comportements ainsi que dans leurs capacités à accueillir, absorber et transformer les chocs et stress récurrents. Les mesures seront prises pour suivre cette évolution ainsi que sa pérennisation afin de partager les produits de connaissances pour une réplique et une mise à l'échelle

Les piliers ou priorités stratégiques sont présentés comme suit :

7.1. Pilier ou priorité stratégique 1: Education et protection de l'enfance

L'éducation et la protection de l'enfance constituent des bases de la fondation de Apidev. Au cours de la dernière stratégie, environ 80% des interventions de Apidev ont concerné les enfants en situation difficiles, particulièrement ceux touchés par les effets de la pandémie de Covid19, les conflits et les inondations, ayant entraîné surtout leur écartement de tout système scolaire soit par la fermeture des écoles, par l'occupation des écoles par les populations sinistrées ou par le déplacement forcé. Plusieurs avancées sont identifiables tant au niveau des politiques publiques que par les acteurs humanitaires grâce à la bonne coordination. On note l'adoption d'un référentiel national de la Stratégie de Scolarisation Accélérée Passerelle (SSA/P) et sa recommandation par l'Etat marquée par l'accréditation des ONG pour l'utiliser ayant entraîné une amélioration nette de l'accès et de la qualité de l'éducation. Aussi on note l'adoption du Guide d'Orientation du Mécanisme de Réponse Rapide (RRM) par le Ministre de l'Education Nationale (MEN) ayant permis de faciliter l'accès humanitaire aux enfants en situation d'urgence et la continuité de l'éducation pour ceux-ci. La mise en place de plusieurs mécanismes dont les Comités de Gestion Scolaire (CGS), des Associations de Mères d'Enfants (AME), des Gouvernements des Enfants (Gde), des Cantines Scolaires (CS), et des cadres de concertations est prévue et réglementée par l'Etat. Tout cela dénote d'une volonté politique prenant sa source dans la Loi d'Orientation sur l'Education (LOE) et l'existence d'un cluster sur l'éducation animé par l'Etat et les partenaires de l'école en majorité constitués d'acteurs humanitaires. Cependant, des efforts restent à déployer notamment par les

acteurs humanitaires en raison du nombre important d'enfants en situation d'urgence.

APIDEV entend concentrer 60% de ses efforts sur ce pilier afin de fournir un environnement sûr et propice à un accès équitable et de qualité à l'éducation améliorée à la hauteur des standards internationaux. Cela passe par des actions d'accès humanitaire, d'investissements et de renforcement des capacités. En lien avec les politiques nationales et les Objectifs de Développement Durable (ODD 4, 5 et 17), Apidev envisage de toucher 105 enfants au Mali à travers des interventions coordonnées pour cette stratégie de cinq ans. Elle mettra à profit les acquis des Centres SSA/P, les actions IEC sur l'éducation, d'implication des CGS, des AME et des collectivités par rapport à l'importance de l'éducation, l'utilisation des pouvoirs d'influence des mécanismes internes créés (des comités parallèles aux CGS qui inclues les imams, religieux, CIRM) et une bonne collaboration/coordination avec les services techniques (AE, CAP, SLDS, CGS, APE) pour identifier, cibler, toucher les enfants de PDI, de réfugiés, PVH, enfants non scolarisés, déscolarisés et non accompagnés qui en seront les principaux bénéficiaires. La résilience de leurs parents et tuteurs ainsi que celle des enseignants et écoles sera renforcée afin de leur permettre de continuer de fournir aux enfants une protection et une éducation de qualité. Aussi, 132 écoles seront construites et ou réhabilitées et 300 centres SSA/P seront installés et fonctionneront grâce aux animateurs locaux. Les enfants bénéficieront de kits scolaires, de kits alimentaires (FI) et non alimentaires (NFI) pour permettre leur scolarisation notamment dans un contexte où les parents sont démunis.

7.2. Pilier ou priorité stratégique 2: Santé, eau, hygiène et assainissement

Dans le cadre du développement harmonieux et le bien-être des populations, Apidev s'est donnée comme faisant partie intégrante de sa mission de permettre aux communautés d'accéder aux services sanitaires en lien avec la politique de paquet intégrée de santé adoptée par l'Etat du Mali et ses partenaires. La problématique de santé publique a toujours fait l'objet de plusieurs questionnements, non pour la volonté politique mais plutôt pour la mise en œuvre sur le terrain. Le premier niveau de la structure pyramidale de la politique sectorielle de santé du Mali est le Centre de Santé Communautaire chargé de fournir le Paquet Minimum d'Activités (PMA). La responsabilité de sa gouvernance est conférée à l'Association de Santé Communautaire (ASACO) conformément aux dispositions de la loi N°02-049 du 22 juillet 2002 modifiée par la loi n°2018-049 du 11 juillet 2018. Elle a permis une amélioration de l'accès à la santé maternelle et infantile particulièrement en milieux urbains et périurbains. Aussi, dans les milieux ruraux, les comportements ont connu un changement avec un taux d'utilisation des services de santé jugé presque satisfaisant par l'Etat et ses partenaires. Cependant, dans les zones reculées (villages et hameaux) la mortalité et la morbidité maternelles et infantiles tardent à reculer à cause de la problématique de l'accès aux services, fournitures et qualité des soins. De plus, les mouvements des populations (PDI, réfugiés) rendent davantage difficile cet accès à cause de la distance et le coût avec une augmentation des cas de malnutrition chez les femmes enceintes et allaitantes (FEA), les enfants et les personnes âgées.

En lien avec les ODD 3, 6 et 13, **Apidev concentrera 20% de sa nouvelle stratégie à la santé, à l'hygiène et à l'assainissement**. Ainsi, elle envisage toucher 22 313 personnes par l'accès aux soins de santé, aux services d'hygiènes et d'assainissement afin de rehausser le cadre de santé des PDI, réfugiés, PVH, avec un accent sur les femmes et leurs enfants. Elle prévoit de distribuer 1 320 tonnes de kits de nutrition aux FEA, à 11 156 enfants et aux personnes âgées et former les FEA sur les techniques de fabrication des farines enrichies et d'autres produits de nutrition. Grâce à son ancrage communautaire et la bonne collaboration avec les services techniques de l'Etat, elle mettra à l'échelle des modèles communautaires qu'elle a déjà développés, notamment ceux relatifs à la gouvernance participative communautaire, à la mobilisation communautaire pour les ressources en matière de santé et aux cliniques mobiles par les animateurs issus des communautés. Aussi, des centres de santé seront réhabilités et/ou équipés en matériels et fournitures de santé et des cliniques temporaires seront installées dans les camps de réfugiés et de PDI.

7.3. Pilier ou priorité stratégique 3: Agriculture durable, sécurité alimentaire et environnement

Le Mali a adopté plusieurs politiques en matière agricole dont la Loi d'Orientation Agricole (LOA), le Programme National d'Investissements en Agriculture (PNISA), le Programme de Développement Agricole (PDA), le Programme Accélérée de Développement de l'Agriculture (PDAA) et la loi sur le Foncier Agricole (LFA). Ces politiques dénotent d'un engagement ferme pour l'émergence d'un agriculteur moderne capable d'assurer la sécurité alimentaire du pays

et de créer de la richesse par des chaînes de valeurs. Elles ont permis surtout de donner un nouveau souffle au secteur agricole par la création des filières comme l'industrie semencière, les interprofessions maïs, riz, sésame, et de stimuler l'installation d'unités de transformations agroalimentaires industrielles dans les régions de Koulikoro, Ségou et Sikasso, bien que l'approvisionnement en matières premières (céréales et sons) de ces unités soit assuré à 85% par l'importation. En matière de protection de l'environnement, plusieurs politiques dont le Programme Nationale de Lutte Contre la Désertification (PNLD), le Programme Nationale de Lutte contre le Réchauffement Climatique (PNLRC), la Politique Nationale de la Protection des Ressources Naturelles (PNPRN) - ont été adoptées afin de réglementer les modes de production et de consommations en lien avec la menace sur l'environnement et ses effets sur l'humanité.

Cependant, l'agriculture de subsistance reste majoritaire et est fortement vulnérable aux chocs climatiques (sécheresses et inondations), les maladies (Striga, Striatum varos) et ravages (chenilles légionnaires d'automne, criquets pèlerins) occasionnant l'insécurité alimentaire à cause surtout de la non utilisation des intrants améliorés de qualité (semences, engrais, produits phytosanitaires), des bonnes pratiques agronomiques (compostage, cordons pierreux, jachère, RNA, agroécologie, gestion des cultivars, protection des cultures, etc.) et des technologies (plateformes d'innovations, mécanisation, digitalisation) due à la méconnaissance, à l'accessibilité et au coût. Aussi, la mauvaise organisation des acteurs en chaînes de valeurs perpétue ce maintien dans la précarité. Aussi, les pratiques agricoles contribuent à une forte dégradation de l'environnement (déforestation, feux de brousses, braconnage, orpaillage et à la réduction des rendements de production conduisant à la famine (acidité des sols, monoculture).

En lien avec les ODD 1 ; 2 ; 12 ; 13 ; 14 et 15, Apidev concentrera 20% de sa nouvelle stratégie sur l'agriculture durable, la sécurité alimentaire et la protection de l'environnement qui touchera 7 219 producteurs agricoles. Cela se fera à travers des actions de sensibilisation, de formation, d'équipement et d'accompagnement des producteurs agricoles. Les modèles de clusters, d'agrégation, de plateformes d'innovations, de finances inclusives, de warrantage, de tierces détentions, de prestataires de services agricoles, d'agriculture contractuelle et de chaînes de valeurs déjà testés par Apidev et par d'autres acteurs seront mis à l'échelle afin de renforcer la résilience des producteurs par l'augmentation de leur productivité, de leurs productions et de leurs revenus. Des actions favorisant l'accès des PDI, réfugiés, PVH, jeunes et femmes aux actifs familiaux notamment la terre et les équipements seront également mis en avant pour permettre une inclusion sociale en lien avec l'ODD 16.

Quelques résultats clés sur l'amélioration de la résilience des populations	102 587 890,62 USD de chiffres d'affaires générés et 164 141 emplois créés par 41 035 MPME
	16 873 697,91 USD de chiffre d'affaires créés par les activités génératrices de revenus et les EPC
	78657555,33 USD de capitaux créés par la réhabilitation et l'amélioration des infrastructures de routières, de stockage, de transformation et de commercialisation des produits locaux
	61 552 734 USD de fonds mobilisés par les acteurs communautaires au profit de l'éducation des enfants en résultats de la mise en relations avec les PTF
	30 525 500 USD de transactions commerciales occasionnées par la mise en relation avec les acteurs de marchés
	5137705,85 USD de crédits mobilisés par les mécanismes de financements durables et inclusifs
	1 218 enfants en situation de déplacement ayant reçu un jugement supplétif
	65 000 kits scolaires (manuels, matériels didactiques, etc.) distribués
	246 210 personnes touchée par la promotion de la scolarisation des enfants
	36 931 enfants bénéficiaires des 246 cantines scolaires renforcées
	4 924 personnes touchés par les SAP
	16422 personnes touchées par les alternatives à l'orpaillage
	107 360 acteurs communautaires sensibilisés sur le maintien des filles à l'école
	7 219 producteurs agricoles touchés par la diffusion de technologies et l'agriculture durable
	525 tonnes d'intrants agricoles (semences améliorées, engrais, produits phytosanitaires) distribués aux agriculteurs

8. DESCRIPTION DES OBJECTIFS STRATEGIQUES ET DES RESULTATS ATTENDUS

Objectif Stratégique 1

Améliorer l'accès des communautés aux services essentiels

L'accès aux services fondamentaux comme l'eau, l'hygiène, l'assainissement, la santé, l'éducation, la nutrition, l'alimentation, les finances, les intrants, les infrastructures, la protection et les alertes pluviométriques est essentiel pour la survie des communautés qui sont touchées par les conflits et qui vivent donc des souffrances. Il permet de soulager leur souffrance, restaurer l'espoir et soutenir leur relance économique. Cet objectif prend ainsi en compte l'ensemble des trois piliers de notre stratégie notamment par les actions de distribution, de suivi et soutien psychosocial afin de soulager les souffrances des populations cibles en priorité et permettre surtout l'accès aux droits fondamentaux.

Actions programmatiques:

Les actions programmatiques, participatives et coordonnées d'accès humanitaires permettent de réaliser cet objectif et de créer un impact significatif sur les conditions de vie des populations cibles. Entre autres des actions clés, Apidev a choisi 14 actions clés présentées comme suit :

1. Mise en place de centres d'apprentissage temporaires
2. Appui à la continuité de l'éducation dans le cas des fermetures d'écoles, des déplacements des populations, des abandons
3. Promotion de techniques agricoles résilientes et durables
4. Promotion de la santé maternelle et infantile
5. Lutte contre les maladies transmissibles par la sensibilisation et l'accès aux soins de santé
6. Amélioration des infrastructures sanitaires locales
7. Mise en place de programmes d'alphabétisation pour les adultes
8. Fourniture de kits scolaires (manuels, matériels didactiques, etc.)
9. Renforcement des capacités des enseignants pour l'amélioration de la qualité des enseignements et la continuité de l'enseignement (pédagogie des grands groupes, écoles nomades, soutien psychosocial, etc.)
10. Promotion de la scolarisation des enfants et le maintien des filles à l'école
11. Prévention de la malnutrition au sein des enfants, FEA et personnes âgées
12. Fourniture de kits NFI (Kits Non Alimentaires)
13. Prise en charge des enfants, FEA et personnes âgées atteints par la malnutrition aigüe et modérée
14. Fourniture de documents officiels (jugements supplétifs) aux enfants en situation de déplacements

Résultat Primaire RP1.1 :

Amélioration du cadre de vie des communautés locales grâce à un accès accru aux services essentiels

- RI.1.1.1 L'accès aux services essentiels est amélioré / Les communautés ont accès aux services essentiels
- RI.1.1.2. Augmentation du taux de couverture des services essentiels à 80%
- RI. 1.1.3. Mise en place d'infrastructures durables et accessibles
- RI. 1.1.4. Renforcement des mécanismes de financement durables et inclusifs
- RI.1.1.5. Réduction du taux de malnutrition

Objectif stratégique 2

Développer et renforcer les capacités des communautés locales en matière de gestion des risques, d'adaptation au changement climatique et de résilience économique

Le renforcement des capacités de résilience des populations est une priorité de Apidev. Cela prend en compte la construction et réhabilitation d'infrastructures éducatives, de santé et de marchés ainsi que la formation des acteurs

sur les différents mécanismes et techniques les mieux adaptées. En utilisant l'approche de réponse communautaire, Apidev continuera de mettre en place les mécanismes endogènes autour des services sociaux de base comme l'école, la santé, les foires, les systèmes de productions agricoles et de renforcer leurs capacités par des formations, sensibilisations, accompagnements, les démonstrations, ainsi que la fourniture d'intrants et d'équipements. Ces actions s'inscrivent dans une logique de responsabilisation des communautés pour la développer des possibilités d'accès aux droits fondamentaux, aux opportunités économiques et la création d'un espace de cohésion sociale et de justice sociale.

Actions programmatiques:

Les actions programmatiques pour l'atteinte de cet objectif sont au nombre de 14 et présentées comme suit :

1. Diffusion des technologies agricoles par la mise en place des CEP (Champs Ecoles Paysannes), des parcelles de démonstration (PD) et journées portes ouvertes (JPO)
2. Aménagement et/ou réhabilitation des périmètres maraîchers
3. Promouvoir les systèmes de marchés par la transformation, conservation, et commercialisation des produits locaux
4. Renforcement des capacités des OCB sur l'esprit coopératif, le leadership, les compétences techniques et managériales
5. Renforcement des capacités des acteurs scolaires (enseignants, CGS) sur la mise en place d'un plan de gestion des risques et catastrophes dans les écoles
6. Mise en place de plateformes pour la mise en relation des acteurs avec les partenaires techniques et financiers
7. Mise en mécanismes de finance inclusive et intermédiation financière
8. Organisation des acteurs en chaînes de valeurs et renforcement de leurs capacités
9. Renforcements des partenaires de l'école (CGS, collectivités, AME) sur leurs rôles et responsabilités sur la gestion de l'école en mode décentralisé
10. Réhabilitation de pistes rurales
11. Promotion des assurances agricoles et des SAP (Systèmes d'Alerte Précoce)
12. Renforcement des capacités des ASSACO sur la gouvernance sanitaire locale
13. Promotion de la mise en place d'initiatives communautaires et d'entrepreneuriat durable
14. Renforcement des capacités des communautés locales en matière d'infrastructures, de technologies et de bonnes pratiques

Résultat Primaire RP.2.1 :

Augmentation du niveau d'application des bonnes pratiques acquises par les communautés en matière de gestion des risques, d'adaptation au changement climatique et de résilience économique

RI.2.1.1. Adoption des variétés de semences tolérantes aux extrêmes climatiques

RI. 2.1.2. Implication des communautés dans la promotion d'une éducation inclusive de qualité dans un environnement protecteur

RI. 2.1.3. Amélioration des techniques de gestion et de conservation des ressources naturelles

RI. 2.1.4. Adoption des pratiques agricoles durables d'amélioration de la productivité et des productions renforçant la sécurité alimentaire et nutritionnelle

Objectif stratégique 3

Favoriser la participation active des communautés locales au développement durable

La capacitation, l'autonomisation, l'implication des communautés dans les actions de développement locale et de gouvernance et la redevabilité est une priorité pour Apidev et entre en étroite ligne avec la vision actuelle des autorités du pays. Cela permet surtout de réduire leur vulnérabilité face aux chocs. Apidev travaillera au cours de cette nouvelle stratégie, en mettant à l'échelle les approches participatives de la stratégie antérieure, à renforcer les capacités des

communautés à s'approprier les interventions et leurs impacts, à changer les comportements par les approches Information Education Communication (IEC) et la Communication pour un Changement de Comportement (CCC) pour obtenir l'action communautaire pour le développement durable.

Actions programmatiques:

1. Construction/réhabilitation d'infrastructures de stockage, de transformation, et de commercialisation des produits locaux
2. Construction/réhabilitation d'écoles, de centres de santé et d'abris de fortunes
3. Promotion de l'implication des parents dans le suivi de enfants
4. Elaboration et mis en œuvre des projets d'écoles par les communautés
5. Promotion des AGR et des groupes d'épargne communautaires
6. Mise en place de mécanismes de suivi et d'évaluation participative des actions de gouvernance
7. Promotion de l'accès des jeunes et des femmes aux actifs familiaux (terres, équipements)
8. Renforcement des capacités des cantines scolaires
9. Mise en place et renforcement des capacités des CGS, AME et CF sur leurs rôles et responsabilités dans la scolarisation, la mise en place des PDSEC et PDCOM
10. Accompagnement des collectivités (mairies) dans le renouvellement de leurs PDSEC et PDCOM et le renforcement de la prise en compte du secteur éducation et protection des enfants
11. Construction d'espaces d'épanouissement des enfants dans les camps de réfugiés et de déplacés
12. Mise en place et renforcement des capacités des organisations faitières de jeunes, femmes, PDI, réfugiés, PVH pour leur participation aux processus démocratiques
13. Renforcement des capacités des Commissions Foncières (COFO)
14. Renforcement des acteurs communautaires (OCB, collectivités, Groupes de Suivi Budgétaires) en plaidoyer sur le budget citoyen et le budget sensible aux enfants

Résultat Primaire R.P.3.1:

Amélioration de la participation active des communautés aux actions de développement durable et de gouvernance

RI.3.1.1. L'action communautaire pour un développement durable est acquise

RI.3.1.2. Implication des communautés pour le développement durable

RI.3.1.3. Amélioration du niveau d'entrepreneuriat axé sur les activités génératrices de revenus respectueuses de l'environnement

RI. 3.1.5. Amélioration de la qualité de vie des communautés locales par des actions de développement durable

RI. 3.1.6. Augmentation des initiatives visant à protéger l'environnement par les acteurs locaux

RI. 3.1.7. Renforcement de la cohésion sociale par des initiatives de développement économique et sociale

RI. 3.1.8. Création d'emplois temporaires et participation au développement économique local.

Objectifs transversal 1

Renforcer l'inclusion sociale et l'entrepreneuriat locale

L'entrepreneuriat en milieu rural est un facteur de résilience, de relance économique et de création d'emplois. Il est le premier levier de rapport coût-qualité pour les investissements que Apidev et ses partenaires injectent dans les interventions. Il permettra surtout la réussite de la stratégie précédente. C'est pourquoi Apidev entend mettre cela au cœur de l'ensemble de ses actions pour cette nouvelle stratégie en tant qu'objectif transversal. Chaque action d'intervention sera accompagnée d'un projet entrepreneurial porté par des membres de la communauté cible. Les productions et commercialisation des biens et services profiteront à la communauté ainsi que la création de richesses et d'emplois afin de contribuer à leur relance économique et le développement local. Des modèles d'affaires seront développés et proposés aux communautés allant des chaînes de valeurs, aux clusters, au warrantage, à l'inclusion financière.

Résultat Primaire RP.OT.1.1.

Un écosystème d'entrepreneuriat rural est développé par l'équité sociale et l'inclusion financière

RI.OT.1.1.1. Une justice sociale est favorisée par l'accès de tous aux ressources naturelles locales

RI.OT.1.1.2. Le pouvoir d'achat des communautés locales est amélioré par la création et le développement des activités génératrices de revenus

RI.OT.1.1.3. 200 micros, petites et moyennes entreprises et AGR sont créées par les membres des communautés locales, les PDI, réfugiés, jeunes et femmes.

Objectifs transversal 2

Promouvoir la création d'emplois décents pour les jeunes et les femmes

Toutes les actions de Apidev prendront en compte la création d'emplois et aboutiront à cela notamment au sein des communautés. Le recrutement local sera priorisé dans toutes les interventions afin de permettre un soulagement rapide des populations et une acceptabilité des projets. Au-delà, toutes les entreprises et AGR créées localement grâce aux appuis des projets implémentés ou financés par Apidev porteront des exigences de création d'emplois décents locaux.

Résultat Primaire RP.OT.1.1.

Le taux d'insertion socioprofessionnelle des jeunes et des femmes est amélioré grâce à la promotion des recrutements locaux

RI.OT.2.1.1. 1500 jeunes et femmes ont accédé à un emploi décent dans les entreprises

RI.OT.2.1.2. Les revenus des femmes ayant accédé aux emplois décents leur permettent de scolariser leurs enfants et d'accéder aux soins de santé

Objectifs transversal 3

Renforcer la protection sociale

L'ensemble des interventions de Apidev ont pour but de promouvoir l'égalité, l'équité et la justice sociale. C'est pourquoi, toutes les interventions intégreront les dimensions genre et inclusion sociale ainsi que la lutte contre les violences basées sur le genre et la prise en charge des cas de BVG.

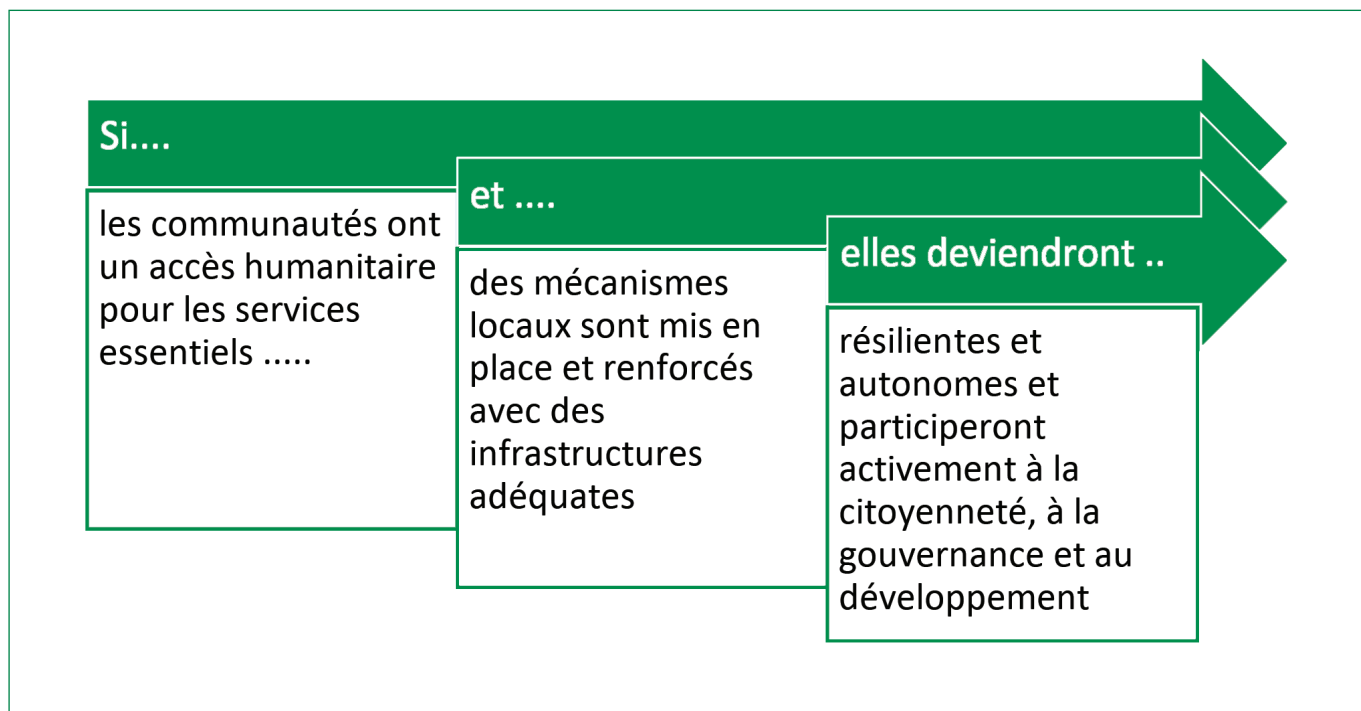
Résultat Primaire RP.OT.1.1.

Violence basée sur le genre et l'exclusion sociale sont réduites

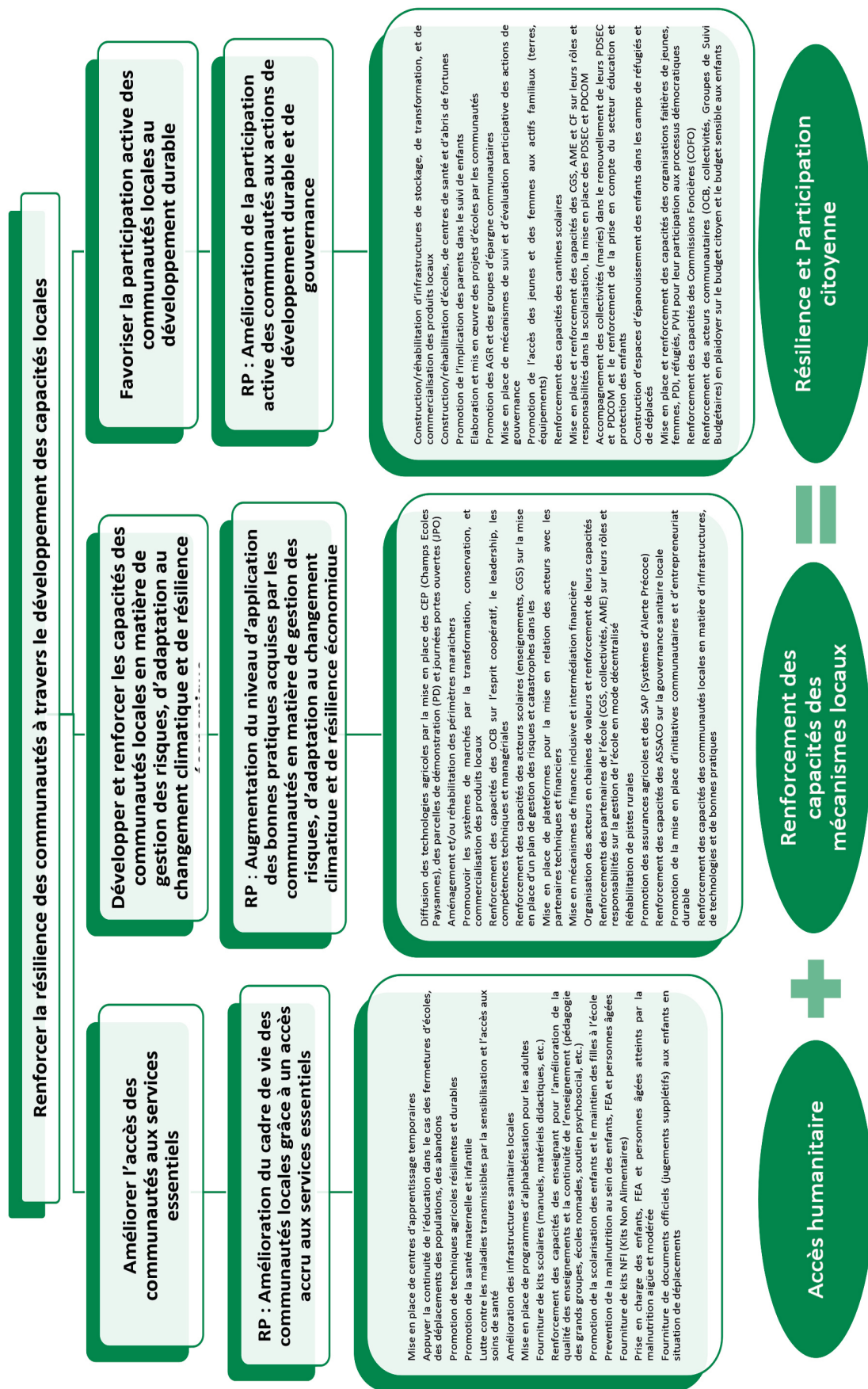
RI.OT.3.1.1. Réduction nette des cas de VBG dans les communautés cibles

RI.OT.13.1.2. Réduction des cas d'exclusion sociale dans les communautés cibles

THÉORIE DE CHANGEMENT



9. CADRE LOGIQUE



10. MATRICE DES RISQUES

La nature du risque identifié	Description ou manifestation du risque	Niveau (1 – 4)	Actions préventives	Actions correctives
Sécurité	- Impossibilité d'accès à certaines localités pour les interventions - Impossibilité d'accès à certaines couches telles que les femmes dans les zones contrôlées par des groupes terroristes	3	- Application du principe de la neutralité - Se focaliser uniquement sur les communautés lors des interventions Ne pas communiquer sur les positions et les actions des groupes terroristes	Entrer en contact avec les leaders communautaires (traditionnels, coutumiers et religieux) en s'appuyant sur les ambassadeurs de la paix
Financier	- Rareté (diminution) des financements sur les actions humanitaires au détriment des actions d'urgence - Possible insuffisance de financements à hauteur de souhait pour mieux ficeler les interventions - Possible retrait de certains bailleurs compte tenu de certains facteurs considérés contrairement à leurs principes entraînant un arrêt de financement	2	- Coordination entre les organisations afin de réorienter les financements au niveau des bailleurs - Echange avec les bailleurs pour les amener à comprendre mieux les axes prioritaires des zones - Recherche actions pour mieux appréhender les problématiques et les solutions les mieux adaptées	- Mobilisation des communautés et leur préparation à la pérennisation des actions par des systèmes de collecte et d'épargne de fonds - Création d'AGR permettant de soutenir la pérennisation des projets
Administratif	- Absence des autorités administratives dans certaines localités entraînant des difficultés d'accès à la zone ou l'impossibilité de faire valoir des ordres de missions par les autorités - Absence de l'état comme étant un risque pour la capitalisation des acquis du projet - Absence de l'Etat comme facteur de risque pour l'accréditation des projets	3	- Organisation de rencontres périodiques avec les autorités administratives et les bénéficiaires afin de mettre à jour l'administration sur les actions et obtenir leurs quittus - Faire signer les ordres de mission par les autorités coutumières	Mise en place d'une plateforme en ligne (WhatsApp) regroupant les bénéficiaires et les autorités
Mobilisation communautaire	Difficulté d'obtenir la participation des bénéficiaires dans les localités contrôlées par les groupes armés par peur de représailles	2	- Utilisation des relais communautaires pour la mobilisation par plusieurs canaux y compris l'appui des leaders communautaires - Possibilité pour les relais d'informer les groupes armés en avance et information des communautés sur l'approbation de l'activité par les groupes	- Délocaliser l'activité vers une localité plus sûre Décaler l'activité à une date où la situation sera plus calme

La nature du risque identifié	Description ou manifestation du risque	Niveau (1 – 4)	Actions préventives	Actions correctives
Logistique	Difficulté d'accès à certaines localités compte tenu de l'état des routes, les poses d'EEI sur les routes, les véhicules non adaptés aux zones	2	- Réduction des déplacements au profit des relais communautaires - Emprunter les véhicules de location de la localité	Utilisation des moyens de bord rudimentaires (dos d'ânes, chevaux, motos, etc.)
Communicationnel	- Destruction des antennes de réseau téléphoniques dans les localités entraînant une incapacité de communiquer avec les bénéficiaires - Impossibilité de se déplacer avec certains moyens de communication (ordinateurs, tablettes, smartphones) pour peur des braquages	2	- Communication de toutes les informations de voyage avant le jour de voyage - Préparation de l'activité par les relais communautaires dans les chefs lieu de cercles un jour en avance	Utilisation d'une application mobile pour envoyer des messages et des fichiers
Réputationnel	L'éducation sexuelle dans certaines localités peut décrédibiliser l'organisation aux yeux de certains leaders religieux et traditionnels pouvant affecter la mise en œuvre de tout autre programme impliquant les mêmes leaders	1	Mieux préparer les messages IEC, en appliquant les méthodes CCC	Accentuation de la collaboration avec les leaders communautaires pour une CCC réussie
Ressources humaines	Départ des high potentiels et du personnel riche d'expérience vers les organisations internationales	2	Mise en place d'une politique solide de rétention du personnel	Remplacement par du personnel qualifié

11. MATRICE DES PARTENAIRES

Dans la poursuite de ses objectifs pour atteindre plus d'impacts, Apidev compte étendre son modèle de partenariat à d'autres partenaires qui partagent sa vision et ses principes dans le cadre de l'accès humanitaire et du développement international. Entre autres de ces modèles existent la formation de consortium, le suivi par tiers et la responsabilisation des OCB. Pour la collaboration avec les partenaires financiers, Elle procédera également par réponses aux appels à notes conceptuelles, appels à propositions de projets, appels d'offres, mais aussi elle travaillera à collaborer dans le cadre des attributions de projets notamment pour les cas d'urgences.

N°	Nom du partenaire	Type du partenaire et domaines prioritaires	Rôle du partenaire pour cette stratégie
1	UNICEF	Agence UN, évoluant dans l'éducation et la protection de l'enfance	- Financement des projets d'éducation et de protection de l'enfance, de résilience et WASH en lien avec l'éducation - Renforcement des capacités techniques sur les thématiques liées à la protection et la sauvegarde de l'enfance
2	PAM	Agence UN, évoluant dans la sécurité alimentaire et nutritionnelle	- Financement des projets de sécurité alimentaire, nutritionnelle et de santé - Renforcement des capacités techniques dans le cadre du suivi pour tiers (TPM)
3	INSO	ONG évoluant dans la sécurité humanitaire	- Renforcement des capacités sur les thématiques de la gestion sécuritaire - Fourniture du point des incidents sécuritaires, des alertes
4	GIZ	Coopération Allemande, évoluant dans le renforcement des capacités en entrepreneuriat, agriculture durable, agribusiness, résilience, intermédiation financière, sécurité alimentaire, énergie renouvelable, consolidation de la paix	- Financement des projets sur l'agriculture durable, intermédiation financière, sécurité alimentaire, agrobusiness, AGR, - Renforcement institutionnel
5	OCHA	Agence UN, évoluant dans la coordination humanitaire	- Participation aux actions de coordination humanitaire
6	Mercy Corps	ONGI, évoluant dans la résilience, les systèmes de marché pour l'emploi (MSD4E), l'intermédiation financière	- Formation de consortium pour la mise en œuvre conjointe de programmes
7	CRS	ONGI, évoluant dans la santé, agriculture, protection, éducation, sécurité alimentaire	- Formation de consortium pour la mise en œuvre conjointe de programmes
8	World Vision	ONGI, évoluant dans l'éducation, santé, résilience, protection, agriculture	- Formation de consortium pour la mise en œuvre conjointe de programmes
9	Help	ONGI, évoluant dans la santé, sécurité alimentaire, WASH, AGR, NEXUS, urgence,	- Formation de consortium pour la mise en œuvre conjointe de programmes
10	NRC	NEXUS, urgence, santé, éducation	- Formation de consortium pour la mise en œuvre conjointe de programmes
11	Ambassade du Royaume des Pays Bas	Mission diplomatique, axée sur la gouvernance et la participation citoyenne	- Financement des projets sur les thématiques de gouvernance, de participation citoyenne et d'entrepreneuriat des jeunes

N°	Nom du partenaire	Type du partenaire et domaines prioritaires	Rôle du partenaire pour cette stratégie
12	DFID/FCDO (Ambassade de Grande Bretagne)	Mission diplomatique du Royaume Uni, axée sur les initiatives de recherche concertée sur l'adaptation et croissance de l'économie et débouchés économiques des femmes	- Financement des programmes de recherche-actions sur le changement climatique, les conflits et l'autonomisation des femmes.
13	ONU Femmes	Entité des Nations Unies consacrée à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes	- Financement des programmes genres axés sur les femmes et l'autonomisation des femmes
14	AmplifyChange	ONG Internationale axée sur le soutien des organisations des droits et de la santé sexuels et reproductifs en Afrique, en Asie du Sud et au Moyen-Orient	- Financement des projets sur les droits des femmes, les VBG, la santé sexuelle et reproductifs - Renforcement des capacités institutionnelles sur les thématiques pertinentes en matière de droits des femmes et de la SSR
15	Education Cannot Wait (EVW)	ONG Internationale axée sur les investissements dans l'éducation des enfants et des adolescents en situation d'urgence et de crise prolongée,	- Financement des programmes d'actions accélérées, de cours de remédiation ou de programmes de rattrapage et de soutien aux enfants touchés par les crises
16	OIM	Organisation Onusienne axée sur la réponse à l'urgence humanitaire ; le Suivi des Déplacements ; l'Assistance en Protection ; l'Assistance d'urgence ; le Relèvement précoce et stabilisation communautaire	- Financement des programmes humanitaire d'assistance et de protection ; formation de consortium pour la mise en œuvre de programmes humanitaires de protection et d'assistance d'urgence
17	APEJ	Service Étatique (EPA) avec pour mission de concourir à la création d'emploi pour les jeunes, hommes et femmes en milieu rural et urbain, résident ou expatrié	- Financement des programmes d'entrepreneuriat des jeunes axés sur la création d'emplois - Formation de consortium pour la mise en œuvre de programmes d'entrepreneuriat des jeunes axés sur la création d'emplois

12. TABLEAU DES INDICATEURS CLES DE PERFORMANCE

N°	Indicateur	Définition de l'indicateur	Sources de vérification	Niveau Référence	AN 2025	AN 2026	AN 2027	AN 2028	AN 2029	Total
Objectif Stratégique 1 : Améliorer l'accès des communautés aux services essentiels										
	RP.1.1 : Amélioration du cadre de vie des communautés locales grâce à un accès accru aux services essentiels	% d'amélioration des conditions de vie des communautés locales grâce à l'accès aux services essentiels fourni par Apidev et ses partenaires	Rapport d'évaluation	5%	6%	8%	10%	12%	15%	15%
AH	RI.1.1.1 L'accès aux services essentiels est amélioré / Les communautés ont accès aux services essentiels	% des populations vulnérables ayant accès aux services essentiels grâce aux interventions	Rapport d'évaluation		25%	30%	40%	50%	60%	60%
AH1	Mise en place de centres d'apprentissage temporaires	Nombre de centres SSA/P mis en place	Rapport annuel		60	60	60	60	60	300
AH2	Appui à la continuité de l'éducation dans le cas des fermetures d'écoles, des déplacements des populations, des abandons	Nombres d'enfants bénéficiaires de la continuité de l'éducation	Rapport annuel		2 800	2 800	2 800	2 800	2 800	14 000
AH3	Promotion de techniques agricoles résilientes et durables	Quantité en tonnes d'intrants agricoles distribués aux agriculteurs	Rapport annuel		100	100	100	100	100	500
AH4	Distribution de produits alimentaires	Quantité en tonnes de produits alimentaires distribués	Rapport annuel		350	300	250	220	200	1 320
AH5	Amélioration de la résilience des agriculteurs au changement climatique	Nombre d'agriculteurs bénéficiaires des actions de promotion des techniques agricoles résilientes et durables	Rapport annuel		300	1 200	1 500	1 875	2 344	7 219
AH6	Fourniture de kits scolaires (matériels, matériels didactiques, etc.)	Nombre de kits scolaires distribués	Rapport annuel	35 000	13 000	13 000	13 000	13 000	13 000	65 000
AH7	Renforcement des capacités des enseignants pour l'amélioration de la qualité des enseignements et la continuité de l'enseignement (pédagogie des grands groupes, écoles nomades, soutien psychosocial, etc.)	Nombre d'enseignants bénéficiaires des renforcements de capacités	Rapport annuel	120	60	78	101	132	171	543
AH8	Renforcement des capacités des animateurs des Centres SSA/P et EAT	Nombre d'animateurs des centres SSA/P et EAT renforcés	Rapport annuel	80	40	50	63	78	98	231
AH9	Mise en valeur des centres SSA/P et EAT	Nombre de meilleurs enfants SSA/P et EAT encouragés par un prix	Rapport annuel	36	50	100	200	400	800	750

N°	Indicateur	Définition de l'indicateur	Sources de vérification	Niveau Référence	AN 2025	AN 2026	AN 2027	AN 2028	AN 2029	Total
AH10	Mise en valeur des centres SSA/P et EAT	Nombre de meilleurs animateurs SSA/P et EAT encouragés par un prix	Rapport annuel	7	10	20	40	80	160	150
AH11	Promotion de la scolarisation des enfants et le maintien des filles à l'école	Nombre d'acteurs communautaires sensibilisés sur le maintien des filles à l'école	Rapport annuel	30 000	20 000	24 000	28 800	34 560	41 472	107 360
AH12	RI.1.1.2. Augmentation du taux de couverture des services essentiels à 80%	% d'augmentation de la couverture des services essentiels	Rapport d'évaluation	10%	25%	30%	40%	50%	60%	60%
AH13	Prévention de la malnutrition au sein des enfants, FEA et personnes âgées	% de réduction des cas de malnutrition chez les enfants, FEA et PA	Rapport d'évaluation	5%	7%	10%	15%	17%	20%	20%
AH14	Fourniture de kits NFI (Kits Non Alimentaires)	Nombre de personnes bénéficiaires de kits NFI	Rapport annuel	-	100	150	225	338	506	813
AH15	Prise en charge des enfants, FEA et personnes âgées atteints par la malnutrition aigüe et modérée	Nombre d'enfants, FEA et PA en situation de malnutrition pris en charge	Rapport annuel	1 500	600	900	1 350	2 025	3 038	4 875
AH16	Fourniture de documents officiels (jugements supplétifs) aux enfants en situation de déplacements	Nombre d'enfants en situation de déplacement ayant reçu un jugement supplétif	Rapport annuel	150	150	225	338	506	759	1 219
AH17	RI. 1.1.3. Mise en place d'infrastructures durables et accessibles	% d'accès aux infrastructures durables	Rapport d'évaluation	5%	8%	11%	17%	25%	38%	38%
AH18	Réhabilitation/construction de cantines scolaires	Nombre de cantines scolaires réhabilitées	Rapport annuel	15	5	5	5	5	5	20
AH19	Mise en place et accompagnement de cliniques mobiles	Nombre de cliniques mobiles mises en place	Rapport annuel	-	10	12	15	20	25	57
AH20	Mise en place et accompagnement d'écoles nomades avec conteneurs et/ou tentes	Nombre d'écoles nomades mises en place	Rapport annuel	-	10	12	15	20	25	57
AH21	Construction/Réhabilitation de magasins de stockage	Nombre de magasins de stockage construits/réhabilités	Rapport annuel	-	5	5	5	5	5	20
AH22	Réalisation d'unités de transformation des produits locaux	Nombre d'unités de transformation	Rapport annuel	-	5	5	5	7	8	30
AH23	RI. 1.1.4. Renforcement des mécanismes de financement durables et inclusifs	Valeurs en USD des crédits mobilisés par les mécanismes de financements durables et inclusifs	Rapport d'évaluation	5 875 000	2 937 500	3 378 125	3 884 844	4 467 570	5 137 706	5 137 706
AH24	Formations des OCB sur l'éducation financière	Nombre de membres des OCB (ECP), coopératives, association, etc.) formés sur l'éducation financière	Rapport annuel	7 776	5 000	5 750	6 613	7 604	8 745	33 712

N°	Indicateur	Definition de l'indicateur	Sources de vérification	Niveau Référence	AN 2025	AN 2026	AN 2027	AN 2028	AN 2029	Total
AH25	Mise en relation avec les institutions de microfinances	Nombre d'IMF en relation avec les OCB	Rapport annuel		3	5	7	8	10	10
AH26	Mise en relation avec les acteurs de marchés	Valeurs des transactions commerciales occasionnées par la mise en relation avec les acteurs de marchés	Rapport annuel		5 000 000	5 500 000	6 050 000	6 655 000	7 320 500	30 525 500
AH27	RI1.1.5. Réduction du taux de mal-nutrition	% de réduction de la malnutrition chez les FEA, enfants et PA	Rapport d'évaluation	5%	7%	10%	15%	17%	20%	20%
AH28	Promotion de la santé maternelle et infantile	Nombre de personnes touchées par les actions de promotion de la santé maternelle et infantile	Rapport annuel		1 000	1 500	2 250	3 375	5 063	13 188
AH29	Lutte contre les maladies transmissibles par la sensibilisation et l'accès aux soins de santé	Nombre de personnes touchées par les actions de lutte contre les maladies transmissibles par la sensibilisation et d'accès aux soins de santé	Rapport annuel		1 000	1 500	2 250	3 375	5 063	13 188
AH30	Amélioration des infrastructures sanitaires locales	Nombre de kits sanitaires distribués aux aires de santé fixes et mobiles	Rapport annuel		50	75	113	169	253	659
Objectif stratégique 2 : Développer et renforcer les capacités des communautés locales en matière de gestion des risques, d'adaptation au changement climatique et de résilience économiques										
RC.	RP.2.1 : Augmentation du niveau d'application des bonnes pratiques acquises par les communautés en matière de gestion des risques, d'adaptation au changement climatique et de résilience économique									
RC1	RI.2.1.1. Adoption des variétés de semences tolérantes aux extrêmes climatiques	% d'adoption des variétés de semences tolérantes aux extrêmes climatiques	Rapport d'évaluation	10%	15%	23%	34%	51%	76%	76%
RC2	Diffusion des technologies agricoles par la mise en place des CEP (Champs Ecoles Paysannes) des parcelles de démonstration (PD) et journées portes ouvertes (JPO)	Nombre de CEP et PD installées	Rapport annuel	110	30	38	47	59	73	246
RC3	Diffusion des technologies agricoles par la mise en place des CEP (Champs Ecoles Paysannes), des parcelles de démonstration (PD) et journées portes ouvertes (JPO)	Nombre de JPO organisées	Rapport annuel	15	10	13	16	20	24	82

N°	Indicateur	Définition de l'indicateur	Sources de vérification	Niveau Référence	AN 2025	AN 2026	AN 2027	AN 2028	AN 2029	Total
RC4	Diffusion des technologies agricoles par la mise en place des CEP (Champs Ecoles Paysannes), des parcelles de démonstration (PD) et journées portes ouvertes (JPO)	Nombre de personnes touchées par les campagnes de diffusion des technologies (CEP, PD, JPO)	Rapport annuel	1 600	1 000	1 250	1 563	1 953	2 441	8 207
RC5	Aménagement et/ou réhabilitation des périmètres maraîchers	Nombre de périmètres aménagés/réhabilités	Rapport annuel	10	15	15	15	15	15	75
RC6	Aménagement et/ou réhabilitation des périmètres maraîchers	Superficie totale des périmètres maraîchers aménagés/réhabilités	Rapport annuel	2	4	4	4	4	4	19
RC7	Aménagement et/ou réhabilitation des périmètres maraîchers	Nombre de personnes bénéficiaires des périmètres aménagés/réhabilités	Rapport annuel	10	150	150	150	150	150	750
RC8	Promotion de systèmes de marchés par la transformation, conservation, et commercialisation des produits locaux	Valeurs en USD des chiffres d'affaires occasionnés par la promotion des systèmes de marché	Rapport annuel	250 000	500 000	575 000	661 250	760 438	874 503	3 371 191
RC9	Renforcement des capacités des OCB sur l'esprit coopératif, le leadership, les compétences techniques et managériales	Nombre OCB formées, suivies et accompagnées	Rapport annuel	15	10	12	13	15	17	67
RC10	Renforcement des capacités des OCB sur l'esprit coopératif, le leadership, les compétences techniques et managériales	Nombre de personnes (membres des OCB) bénéficiaires des renforcements de capacités	Rapport annuel	700	600	690	794	913	1 049	4 045
RC11	Mise en mécanismes de finance inclusive et intermédiation financière	Valeurs en USD des crédits mobilisés dans le cadre des finances inclusives	Rapport annuel	180 000	250 000	287 500	330 625	380 219	437 252	1 685 595
RC12	RI. 2.1.2. Implication des communautés dans la promotion d'une éducation inclusive de qualité dans un environnement protecteur	% d'implication des communautés locales dans la promotion d'une éducation de qualité	Rapport d'évaluation							-
RC13	Renforcement des capacités des acteurs scolaires (enseignants, CGS) sur la mise en place d'un plan de gestion des risques et catastrophes dans les	Nombre d'acteurs communautaires membre des mécanismes scolaires (CGS, MAE, etc.) renforcés sur la mise en place d'un plan de gestion des risques et catastrophes dans les écoles	Rapport annuel	7 975	500	625	781	977	1 221	4 104
RC14	Renforcement des capacités des ASACO sur la gouvernance sanitaire locale	Nombre d'ASACO bénéficiaires des renforcements de capacités	Rapport annuel	125	20	25	31	39	49	164

N°	Indicateur	Définition de l'indicateur	Sources de vérification	Niveau Référence	AN 2025	AN 2026	AN 2027	AN 2028	AN 2029	Total
RC15	Mise en place de plateformes pour la mise en relation des acteurs avec les partenaires techniques et financiers	Valeurs en USD des fonds mobilisés par les acteurs communautaires au profit de l'éducation des enfants en résultats de la mise en relations avec les PTF	Rapport annuel		7 500 000	9 375 000	11 718 750	14 648 438	18 310 547	61 552 734
RC16	Renforcements des partenaires de l'école (CGS, collectivités, AME) sur leurs rôles et responsabilités sur la gestion de l'école en mode décentralisé	Nombre de mécanismes partenaires de l'école (CGS, collectivités, AME) renforcés sur leurs rôles et responsabilités sur la gestion de l'école en mode décentralisé	Rapport annuel	7 975	500	625	781	977	1 221	4 104
RC17	RI. 2.1.3. Amélioration des techniques de gestion et de conservation des ressources naturelles	% d'amélioration des comportements en faveur des ressources naturelles	Rapport d'évaluation	10%	15%	23%	34%	51%	76%	76%
RC18	Sensibilisation à la gestion et la conservation des ressources naturelles	Nombre de personnes touchées par les actions de sensibilisation à la gestion et la conservation des ressources naturelles	Rapport annuel		2 000	2 500	3 125	3 906	4 883	6 104
RC19	Sensibilisation sur les alternatives à l'orpaillage traditionnel et semi-artisanal	Nombre de personnes touchées par les actions de sensibilisation sur les alternatives à l'orpaillage traditionnel et semi-artisanal	Rapport annuel		2 001	2 501	3 127	3 908	4 885	16 422
RC20	Développement d'alternatives de création de revenus pour réduire l'orpaillage	Nombre d'initiatives locales de création de revenus développées et accompagnées en alternatives à l'orpaillage	Rapport annuel		10	13	16	20	24	82
RC21	Développement des initiatives de création de revenus en alternative à la coupe de bois pour la chauffe et le charbon de cuisine	Nombre d'initiatives créées et appuyées en alternative à la coupe de bois pour la chauffe et le charbon de cuisine	Rapport annuel		20	25	31	39	49	164
RC22	RI. 2.1.4. Adoption des pratiques agricoles durables d'amélioration de la productivité et des productions renforçant la sécurité alimentaire et nutritionnelle	% d'adoption des pratiques agricoles durables d'amélioration de la productivité et des productions en faveur de la sécurité alimentaire et nutritionnelle	Rapport d'évaluation	10%	15%	23%	34%	51%	76%	76%
RC23	Organisation des acteurs en chaînes de valeurs et renforcement de leurs capacités	Nombre d'acteurs organisés autour des chaînes valeurs et renforcés	Rapport annuel		20	25	31	39	49	164
RC24	Promotion des assurances agricoles et des SAP (Systèmes d'Alerte Précoce)	Nombre de personnes touchées par les actions de promotion des assurances agricoles et des SAP	Rapport annuel		600	750	938	1 172	1 465	4 924

N°	Indicateur	Définition de l'indicateur	Sources de vérification	Niveau Référence	AN 2025	AN 2026	AN 2027	AN 2028	AN 2029	Total
RC25	Promotion de la mise en place d'initiatives communautaires et d'entrepreneuriat durable	Nombre d'entreprises communautaires développées et accompagnées	Rapport annuel		100	125	156	195	244	821
RC26	Renforcement des capacités des communautés locales en matière d'infrastructures, de technologies et de bonnes pratiques	Nombre de personnes touchées par la promotion des technologies et bonnes pratiques	Rapport annuel		600	750	938	1 172	1 465	4 924
RC27	Renforcement des capacités des communautés locales en matière d'infrastructures, de technologies et de bonnes pratiques	Nombre de femmes formées sur la fabrication de farines enrichies et d'autres vitamines faites à base des céréales locales	Rapport annuel		1 500	1 875	2 344	2 930	3 662	12 311
RC28										
Objectif stratégique 3 : Favoriser la participation active des communautés locales au développement durable										
RPG	R.P.3.1 : Amélioration de la participation active des communautés aux actions de développement durable et de gouvernance	% d'amélioration de la participation active des communautés aux actions de développement durable et de gouvernance	Rapport d'évaluation	10%	15%	23%	34%	51%	76%	76%
RAP1	RI.3.1.1. L'action communautaire pour un développement durable est acquise	% de contribution des communautés aux actions de développement	Rapport d'évaluation	10%	15%	23%	34%	51%	76%	76%
RAP2	Promotion de l'implication des parents dans le suivi de enfants	Nombre de parents touchés par les actions de promotion du suivi scolaire des enfants	Rapport annuel		30 000	37 500	46 875	58 594	73 242	246 211
RAP3	Elaboration et mise en œuvre des projets d'écoles par les communautés	Nombre de projets d'écoles élaborés et mis en œuvre	Rapport annuel		60	75	94	117	146	492
RAP4	Renforcement des capacités des cantines scolaires	Nombre de cantines scolaires renforcées	Rapport annuel		30	38	47	59	73	246
RAP5	Renforcement des capacités des cantines scolaires	Nombre d'enfants bénéficiaires des services des cantines scolaires	Rapport annuel		4 500	5 625	7 031	8 789	10 986	36 932
RAP6	Renforcement des acteurs communautaires (OCB, collectivités, Groupes de Suivi Budgétaires) en plaidoyer sur le budget citoyen et le budget sensible aux enfants	Nombre d'acteurs communautaires (OCB, collectivités, Groupes de Suivi Budgétaires) touchés par les actions de renforcement en plaidoyer sur le budget citoyen et le budget sensible aux enfants	Rapport annuel	800	600	750	938	1 172	1 465	4 924
RAP7	RI.3.1.2. Implication des communautés pour le développement durable	% d'implication des communautés dans le développement local	Rapport d'évaluation	10%	15%	23%	34%	51%	76%	76%

N°	Indicateur	Définition de l'indicateur	Sources de vérification	Niveau Référence	AN 2025	AN 2026	AN 2027	AN 2028	AN 2029	Total
RAP8	Construction/réhabilitation et équipement d'écoles	Nombre d'écoles construites/réhabilitées et équipées	Rapport annuel		10	15	23	34	51	132
RAP9	Construction/réhabilitation et équipement de centres de santé	Nombre de centres de santé construites/réhabilitées et équipées	Rapport annuel		10	15	23	34	51	132
RAP10	Construction d'abris de fortunes	Nombre d'abris de fortune construits	Rapport annuel		100	150	225	338	506	1 319
RAP11	Mise en place et renforcement des capacités des CGS, AME et CF sur leurs rôles et responsabilités dans la scolarisation, la mise en place des PDSEC et PDCOM	Nombre de mécanismes (CGS, AME et CF) et formés sur leurs rôles et responsabilités dans la scolarisation, la mise en place des PDSEC et PDCOM	Rapport annuel	7 975	450	563	703	879	1 099	3 693
RAP12	Renforcement des capacités des Commissions Foncières (COFO)	Nombre de COFO renforcées	Rapport annuel	200	50	63	78	98	122	410
RAP13	Construction/réhabilitation d'infrastructures de stockage, de transformation, et de commercialisation des produits locaux	Nombre d'infrastructures de stockage, de transformation et de commercialisation des produits locaux	Rapport annuel	8	10	10	10	10	10	50
RAP14	Construction/réhabilitation d'infrastructures de stockage, de transformation, et de commercialisation des produits locaux	Nombre d'acteurs utilisant les infrastructures de stockage, de transformation et de commercialisation des produits locaux	Rapport annuel	6	10	10	10	10	10	50
RAP15	Construction/réhabilitation d'infrastructures de stockage, de transformation, et de commercialisation des produits locaux	Valeurs en USD des capitaux créés par les infrastructures de stockage, de transformation et de commercialisation des produits locaux	Rapport annuel	4 166 667	9 584 167	11 980 208	14 975 260	18 719 076	23 398 844	78 657 555
RAP16	Mise en place de mécanismes de suivi et d'évaluation participative des actions de gouvernance	Nombre de mécanismes impliqués dans le suivi et l'évaluation participative des actions de gouvernance	Rapport annuel	12	50	63	78	98	122	410
RAP17	Promotion de l'accès des jeunes et des femmes aux actifs familiaux (terres, équipements)	Nombre de jeunes et de femmes ayant accès à des actifs familiaux	Rapport annuel	1 200	800	1 000	1 250	1 563	1 953	6 566
RAP18										-
RAP19	RI.3.1.3. Amélioration du niveau d'entrepreneuriat axé sur les activités génératrices de revenus respectueuses de l'environnement	% d'augmentation du niveau d'entrepreneuriat axé sur les activités génératrices de revenus respectueuses de l'environnement	Rapport d'évaluation	15%	20%	30%	40%	50%	60%	60%
RAP20	Promotion des AGR et des groupes d'épargne communautaires	Nombre de personnes touchées par les actions de promotion des AGR et groupes d'épargne	Rapport annuel	600	400	500	625	781	977	3 283

N°	Indicateur	Définition de l'indicateur	Sources de vérification	Niveau Référence	AN 2025	AN 2026	AN 2027	AN 2028	AN 2029	Total
RAP21	Promotion des AGR et des groupes d'épargne communautaires	Valeurs des chiffres d'affaires occasionnés par les AGR et groupes d'épargne communautaires	Rapport annuel		9 666 667	1 250 000	1 562 500	1 953 125	2 441 406	16 873 698
RAP22	Installation des espaces verts	Nombre d'espaces verts installés	Rapport annuel	20	10	13	16	20	24	82
RAP23	Orientation des jeunes, PVH et PDI vers le maraîchage	Nombre de jeunes, PVH et PDI installés en maraîchage	Rapport annuel	400	200	250	313	391	488	1 641
RAP24	RI. 3.1.5. Amélioration de la qualité de vie des communautés locales par des actions de développement durable	% d'amélioration de la qualité de vie des communautés	Rapport d'évaluation	5%	8%	11%	17%	25%	38%	38%
RAP25	Augmentation des revenus des communautés	Montant moyen des revenus mensuels moyen en USD des femmes, jeunes, PDI, PVH et réfugiés	Rapport annuel	-	83	104	130	163	203	684
RAP26	Capacités d'autofinancement des organisations locales	Nombre d'organisations locales fonctionnant sur autofinancement par les cotisations mensuelles ou annuelles	Rapport annuel	20	100	125	156	195	244	821
RAP27	Capacités à prendre en charge l'éducation des enfants	Nombres moyens d'enfants scolarisés par ménage dont les frais sont pris en charges les familles avec succès	Rapport annuel		20 000	25 000	31 250	39 063	48 828	164 141
RAP28	RI. 3.1.6. Augmentation des initiatives visant à protéger l'environnement par les acteurs locaux	Nombre d'initiative à protéger l'environnement par les acteurs locaux	Rapport d'évaluation	10	5	6	8	10	12	41
RAP29	Promotion de l'assainissement total dans les villages et les camps de déplacés et de réfugiés	Nombre de personnes touchées pour les actions de promotion de l'assainissement total dans les villages et les camps de déplacés et de réfugiés	Rapport annuel	3 000	1 000	1 250	1 563	1 953	2 441	8 207
RAP30	Equiper les villages et camps de déplacés et de réfugiés en matériels d'assainissement	Nombre de villages et camps de déplacés et de réfugiés bénéficiaires des équipements et matériels d'assainissement	Rapport annuel	40	200	250	313	391	488	1 641
RAP31	Promotion de la RNA et d'autres pratiques climato-intelligentes	Nombre de personnes touchées par les actions de promotion de la RNA et d'autres pratiques climato-intelligentes	Rapport annuel	3 000	1 000	1 250	1 563	1 953	2 441	8 207

N°	Indicateur	Définition de l'indicateur	Sources de vérification	Niveau Référence	AN 2025	AN 2026	AN 2027	AN 2028	AN 2029	Total
RAP32	Formation des communautés sur les méfaits du braconnage, des feux de brousses et de certaines formes de pêche et formation sur des alternatives comme l'élevage (embouche ovine et bovine, aviculture et pisciculture) et le compostage, les plantations, etc.	Nombre de personnes touchées par les actions de formation des communautés sur les méfaits du braconnage, des feux de brousses et de certaines formes de pêche et formation sur des alternatives	Rapport annuel	3 000	1 000	1 250	1 563	1 953	2 441	8 207
RAP33	RI. 3.1.7. Renforcement de la cohésion sociale par des initiatives de développement économique et sociale	% niveau de renforcement de la cohésion sociale	Rapport d'évaluation	10%	13%	16%	20%	24%	31%	31%
RAP34	Mise en place et renforcement des capacités des organisations faîtières de jeunes, femmes, PDI, réfugiés, PVH pour leur participation aux processus démocratiques	Nombre d'organisations faîtières de jeunes, femmes, PDI, réfugiés, PVH mises en place et renforcées pour leur participation aux processus démocratiques	Rapport annuel	800	600	750	938	1 172	1 465	4 924
RAP35	Renforcement des capacités des Commissions Foncières (COFO)	Nombre de COFO renforcées	Rapport annuel	800	600	750	938	1 172	1 465	4 924
RAP36	Construction d'espaces d'épanouissement des enfants dans les camps de réfugiés et de déplacés	Nombre d'espaces d'épanouissement des enfants dans les camps de réfugiés et de déplacés construits et fonctionnels	Rapport annuel	6	10	13	16	20	24	82
RAP37	Promotion de l'accès des jeunes et des femmes aux actifs familiaux (terres, équipements)	Nombre de jeunes et de femmes ayant accès aux actifs familiaux grâce aux actions de sensibilisation et de plaidoyer	Rapport annuel	1 200	800	1 000	1 250	1 563	1 953	6 566
RAP38	RI. 3.1.8. Création d'emplois temporaires et participation au développement économique local	% d'insertion des jeunes, femmes, PDI, réfugiés et PVH employés dans les entreprises locales	Rapport d'évaluation	10%	15%	23%	34%	51%	76%	76%
RAP39	Promotion de l'emploi des jeunes, femmes, PDI, réfugiés et PVH dans les entreprises locales	Nombre de jeunes, femmes, PDI, réfugiés et PVH employés dans les entreprises locales	Rapport annuel	1 200	1 000	1 250	1 563	1 953	2 441	8 207
Objectif Stratégique 1 : Améliorer l'accès des communautés aux services essentiels										
EJS1	RP.OT.1.1. Un écosystème d'entreprenariat rural est développé par l'équité sociale et l'inclusion financière									
EJS2	RI.OT.1.1.1. Une justice sociale est favorisée par l'accès de tous aux ressources naturelles locales	% d'accès des communautés vulnérables aux ressources naturelles	Rapport d'évaluation	10%	15%	23%	34%	51%	76%	76%

N°	Indicateur	Définition de l'indicateur	Sources de vérification	Niveau Référence	AN 2025	AN 2026	AN 2027	AN 2028	AN 2029	Total
EJS3	Mise en place de mécanismes locaux et renforcement des capacités sur l'accès équitable aux ressources naturelles	Nombre de mécanismes locaux mis en place et renforcés	Rapport annuel	40	200	250	313	391	488	1 641
EJS4	Accès des jeunes, femmes, PDI, réfugiés et PVH à la terre pour les activités de subsistance	Nombre de mécanismes locaux mis en place et renforcés jeunes, femmes, PDI, réfugiés et PVH ayant accès à la terre pour les activités de subsistance	Rapport annuel	200	120	150	188	234	293	985
EJS5	Mis en place de cadre de concertation entre les acteurs ruraux pour l'accès aux ressources	Nombre de cadre de concertation fonctionnels	Rapport annuel	200	120	150	188	234	293	985
EJS6	Accompagnement dans les mises en défens des fleuves et autres eaux de surfaces	Nombre de village touchés par les actions d'accompagnement dans les mises en défens des fleuves et autres eaux de surfaces	Rapport annuel	40	200	250	313	391	488	1 641
EJS7	Aménagement des pistes pastorales	Nombre de pistes pastorales aménagées	Rapport annuel	2	10	10	10	10	10	50
EJS8	Aménagement des plaines	Nombre de plaines aménagées	Rapport annuel	1	10	10	10	10	10	50
EJS9	RI.OT.1.1.2. Le pouvoir d'achat des communautés locales est amélioré par la création et le développement des activités génératrices de revenus	% d'augmentation des revenus membres des communautés	Rapport d'évaluation	10%	15%	23%	34%	51%	76%	76%
EJS10	Revenus moyens mensuels des membres des communautés	Montant en USD des revenus moyens mensuels des membres des communautés à la suite des interventions	Rapport annuel	-	83	104	130	163	203	684
EJS11	Augmentation du nombre de personnes au-dessus du seuil de pauvreté	% des membres des communautés au-dessus du seuil de pauvreté	Rapport annuel	10%	15%	23%	34%	51%	76%	76%
EJS12	RI.OT.1.1.3. 200 micros, petites et moyennes entreprises et AGR sont créées par les membres des communautés locales, les PDI, réfugiés, jeunes et femmes	Nombres de MPME créés par les membres des communautés locales, les PDI, réfugiés, jeunes et femmes	Rapport d'évaluation	15 000	5 000	6 250	7 813	9 766	12 207	41 035
EJS13	Promotion de l'entrepreneuriat au sein des communautés	Nombres de MPME accompagnés par Apidev	Rapport annuel	15 000	5 000	6 250	7 813	9 766	12 207	41 035
EJS14	Création de richesses par les PME-ME localement créées	Montant des chiffres d'affaires en USD des MPME	Rapport annuel	12 500 000	12 500 000	15 625 000	19 531 250	24 414 063	30 517 578	102 587 891
Objectifs transversal 2 : Promouvoir la création d'emplois décents pour les jeunes et les femmes										

N°	Indicateur	Définition de l'indicateur	Sources de vérification	Niveau Référence	AN 2025	AN 2026	AN 2027	AN 2028	AN 2029	Total
ISP1	RP.OT.1.1. Le taux d'insertion socioprofessionnelle des jeunes et des femmes est amélioré grâce à la promotion des recrutements locaux	% d'insertion socioprofessionnelle des jeunes et des femmes	Rapport d'évaluation	10%	15%	23%	34%	51%	76%	76%
ISP2	RI.OT.2.1.1. 1500 jeunes et femmes ont accédé à un emploi décent dans les entreprises	Nombre de jeunes et de femmes ayant accédé à un emploi décent dans les entreprises	Rapport d'évaluation	1 200	1 000	1 250	1 563	1 953	2 441	8 207
ISP3	Nombres d'entreprises créées suite aux interventions	Nombre d'emplois créés par les entreprises	Rapport annuel		20 000	25 000	31 250	39 063	48 828	164 141
ISP4	Revenus mensuels moyens des jeunes et femmes employés par les entreprises	Montant en USD des revenus moyens mensuels des jeunes et femmes employés par les entreprises	Rapport annuel	800	600	750	938	1 172	1 465	4 924
ISP5	Création d'auto-emplois par les fonctions support des chaînes de valeurs	Nombre d'auto-emplois créés par les fonctions support des chaînes de valeurs	Rapport annuel		500	625	781	977	1 221	4 104
Objectifs transversal 3 : Renforcer la protection sociale										
PS1	RI.OT.13.1.2. Réduction des cas d'exclusion sociale dans les communautés cibles	% de réduction des cas d'exclusions sociales	Rapport annuel	10%	15%	23%	34%	51%	76%	76%
PS2	Prise en charge des cas d'exclusion sociale	Nombre de cas d'exclusion sociale pris en charge	Rapport annuel	500	400	300	200	100	50	1 050

13. RESUME DU BUDGET

N° Ligne	Rubriques budgétaires	USD AN 2025	USD AN 2026	USD AN 2027	USD AN 2028	USD AN 2029	Total USD	% Budget	
A	Salaires et avantages	975 000	1 023 750	1 074 938	1 128 684	1 185 119	5 387 490	26,68%	
B	Investissements (constructions, équipements) organisation	767 875	841 208	884 542	517 875	375	3 011 875	14,92%	
C	Fonctionnements, impôts, entretiens et réparations	25 833	27 125	28 481	29 905	31 401	142 745	0,71%	
D	Consultants	7 333	7 700	8 085	8 489	8 914	40 521	0,20%	
E	Activités programmes	1 850 833	1 943 375	2 040 544	2 142 571	2 249 699	10 227 023	50,66%	
E1	Objectif Stratégique 1 : Améliorer l'accès des communautés aux services essentiels	738 333	775 250	814 013	854 713	897 449	4 079 758		40%
E2	Objectif stratégique 2 : Développer et renforcer les capacités des communautés locales en matière de gestion des risques, d'adaptation au changement climatique et de résilience économique	545 833	573 125	601 781	631 870	663 464	3 016 074		29%
E3	Objectif stratégique 3 : Favoriser la participation active des communautés locales au développement durable	566 667	595 000	624 750	655 988	688 787	3 131 191		31%
F	Suivis, Évaluations, Apprentissages	95 667	100 450	105 473	110 746	116 283	528 619	2,62%	100%
G	Administration, Sécurités et maintien des bureaux	154 000	161 700	169 785	178 274	187 188	850 947	4,21%	
H	TOTAL BUDGET	3 876 542	4 105 308	4 311 847	4 116 545	3 778 979	20 189 221	100,00%	
	EQUIVALENCE EN XOF (1USD=600XOF)	2 325 925 000	2 463 185 000	2 587 108 000	2 469 927 150	2 267 387 258	12 113 532 408		

Annexe 1 : Budget détaillé

11.0. BUDGET													
1XOF = 600 USD 600 USD													
N° Ligne	Rubriques budgétaires	Unité	Nbre	Coût Unitaire USD	Montant USD	Nbre de Mois	USD AN 2025	USD AN 2026	USD AN 2027	USD AN 2028	USD AN 2029	Total USD	% Budget
A Salaires et avantages													
A1	Coordinateurs & Chargés de programmes	Pers.	3	1.333	4.000	12	48.000	1.023,750	1.074,938	1.128,684	1.185,119	5,387,490	27%
A2	Staff M&E	Pers.	3	1.250	3.750	12	45.000	50.400	52.920	55.566	58.344	265.230	
A3	Staff Finances, Administration, logistics & RH	Pers.	6	1.167	7.000	12	84.000	47.250	49.613	52.093	54.698	248.653	
A4	Assistants programmes	Pers.	6	1.000	6.000	12	72.000	88.200	92.610	97.241	102.103	464.153	
A5	Chefs d'antennes (points focaux)	Pers.	11	833	9.167	12	110.000	75.600	79.380	83.349	87.516	397.845	
A6	Agents terrain (animateurs)	Pers.	77	667	51.333	12	616.000	115.500	121.275	127.339	133.706	607.819	
B Investissements (constructions, équipements) organisation													
B1	Véhicules de liaison	Unité	2	36.667	73.333	1	767,875	841,208	884,542	517,875	375	3,011,875	15%
B2	Motos de liaison	Unité	40	1.167	46.667	1	11.667	11.667	11.667	11.667		73.333	
B3	Mobiliers de bureau (tables, chaises, armoires, etc)	Antenne	4	250.000	1.000.000	1	750.000	750.000	750.000	500.000		2,750.000	
B4	Ordinateurs	Unité	50	583	29.167	1	5.833	5.833	5.833	5.833		23.333	
B5	Tablettes	Unité	77	208	16.042	1	208	208	208	208		1.042	
B6	Smartphones	Unité	77	167	12.833	1	167	167	167	167		833	
B7	Constructions siège de l'ONG	Unité	1	116.667	116.667	1			116.667			116.667	
B8						0							
C Fonctionnements, impôts, entretiens et réparations													
C1	ITS, TL, TF, IBIC	Service	1	833	833	12	25.833	27,125	28,481	29,905	31,401	142,745	0.01
C2	Nettoyage de bureaux	Service	1	167	167	12	2.000	2.100	2.205	2.315	2.431	11.051	
C3	Maintenance et réparation des équipements	Mois	1	250	250	4	1.000	1.050	1.103	1.158	1.216	5.526	
Communication (internet, téléphone, site web, photos, reportages)													
C4		Service	1	333	333	12	4.000	4.200	4.410	4.631	4.862	22.103	
C5	Fournitures de bureau	Unité	1	250	250	12	3.000	3.150	3.308	3.473	3.647	16.577	
C6	Fournitures consommables	Unité	1	167	167	12	2.000	2.100	2.205	2.315	2.431	11.051	
C7	Logiciels et licences	Unité	1	167	167	1	167	175	184	193	203	921	
C8	Cotisations annuelles	Unité	1	333	333	1	333	350	368	386	405	1.842	
C9	Réunions, AG, ateliers, missions, retraites	Session	1	417	417	4	1.667	1.750	1.838	1.929	2.026	9.209	
C10	Formations personnel, délégations	Session	1	1.667	1.667	1	1.667	1.750	1.838	1.929	2.026	9.209	
C11												0	
D Consultants													
D1	Traductions, rédactions, éditions, révisions de documents	Service	1	833	833	4	7.333	7,700	8,085	8,489	8,914	40,521	0.00
D2	Etudes, évaluations, audits, conseils, assistance technique	Service	1	167	167	4	3.333	3.500	3.675	3.859	4.052	18.419	
D3	Préparation, impression, publication d'outils de communication	Service	1	833	833	4	667	700	735	772	810	3.684	
D4		Service	1	833	833	4	3.333	3.500	3.675	3.859	4.052	18.419	
E Activités programmes													
E1	Objectif Stratégique 1 : Améliorer l'accès des communautés aux services essentiels					An	1,850,833	1,943,375	2,040,544	2,142,571	2,249,699	10,227,023	51%
E1.1	Mise en place de centres d'apprentissage temporaires	Projet/activité	1	50.000	50.000	12	50.000	52.500	55.125	57.881	60.775	276.282	
E1.2	Appuyer la continuité de l'éducation dans le cas des fermetures d'écoles, des déplacements des populations, des abandons	Projet/activité	1	43.333	43.333	12	43.333	45.500	47.775	50.164	52.672	239.444	
E1.3	Promotion de techniques agricoles résilientes et durables	Projet/activité	1	41.667	41.667	12	41.667	43.750	45.938	48.234	50.646	230.235	
E1.4	Promotion de la santé maternelle et infantile	Projet/activité	1	75.000	75.000	12	75.000	78.750	82.688	86.822	91.163	414.422	
E1.5	Lutte contre les maladies transmissibles par la sensibilisation et l'accès aux soins de santé	Projet/activité	1	63.333	63.333	12	63.333	66.500	69.825	73.316	76.982	349.957	
E1.6	Amélioration des infrastructures sanitaires locales	Projet/activité	1	83.333	83.333	12	83.333	87.500	91.875	96.469	101.292	460.469	
E1.7	Mise en place de programmes d'alphabétisation pour les adultes	Projet/activité	1	35.000	35.000	12	35.000	36.750	38.588	40.517	42.543	193.397	
E1.8	Fourniture de kits scolaires (manuels, matériels didactiques, etc.)	Projet/activité	1	36.667	36.667	12	36.667	38.500	40.425	42.446	44.569	202.606	
Renforcement des capacités des enseignants pour l'amélioration de la qualité des enseignements et la continuité de l'enseignement (pédagogie des grands groupes, écoles nomades, soutien psychosocial, etc.)													
E1.9		Projet/activité	1	41.667	41.667	12	41.667	43.750	45.938	48.234	50.646	230.235	
E1.10	Promotion de la scolarisation des enfants et le maintien des filles à l'école	Projet/activité	1	70.000	70.000	12	70.000	73.500	77.175	81.034	85.085	386.794	

E1.11	Prévention de la malnutrition au sein des enfants, FEA et personnes âgées	1	60 000	60 000	12	60 000	63 000	66 150	69 458	72 930	331 538
E1.12	Fourniture de kits NFI (Kits Non Alimentaires)	1	60 000	60 000	12	60 000	63 000	66 150	69 458	72 930	331 538
E1.13	Prise en charge des enfants, FEA et personnes âgées atteints par la malnutrition aigüe et modérée	1	43 333	43 333	12	43 333	45 500	47 775	50 164	52 672	239 444
E1.14	Fourniture de documents officiels (jugements supplétifs) aux enfants en situation de déplacements	1	35 000	35 000	12	35 000	36 750	38 588	40 517	42 543	193 397
E2	Objectif stratégique 2 : Développer et renforcer les capacités des communautés locales en matière de gestion des risques, d'adaptation et de résilience					545 833	573 125	601 781	631 870	663 464	3 016 074
E2.1	Diffusion des technologies agricoles par la mise en place des CEP (Champs Ecoles Paysannes), des parcelles de démonstration (PD) et journées portes ouvertes (JPO)	1	30 000	30 000	12	30 000	31 500	33 075	34 729	36 465	165 769
E2.2	Aménagement et/ou réhabilitation des périmètres maraichers	1	58 333	58 333	12	58 333	61 250	64 313	67 528	70 905	322 328
E2.3	Promouvoir les systèmes de marchés par la transformation, conservation, et commercialisation des produits locaux	1	36 667	36 667	12	36 667	38 500	40 425	42 446	44 569	202 606
E2.4	Renforcement des capacités des OCB sur l'esprit coopératif, le leadership, les compétences techniques et managériales	1	35 000	35 000	12	35 000	36 750	38 588	40 517	42 543	193 397
E2.5	Renforcement des capacités des acteurs scolaires (enseignements, CGS) sur la mise en place d'un plan de gestion des risques et catastrophes dans les écoles	1	35 000	35 000	12	35 000	36 750	38 588	40 517	42 543	193 397
E2.6	Mise en place de plateformes pour la mise en relation des acteurs avec les partenaires techniques et financiers	1	31 667	31 667	12	31 667	33 250	34 913	36 658	38 491	174 978
E2.7	Mise en place de mécanismes de finance inclusive et d'intermédiation financière	1	31 667	31 667	12	31 667	33 250	34 913	36 658	38 491	174 978
E2.8	Organisation des acteurs en chaînes de valeurs et renforcement de leurs capacités	1	3 333	3 333	12	3 333	3 500	3 675	3 859	4 052	18 419
E2.9	Renforcements des partenaires de l'école (CGS, collectivités, AME) sur leurs rôles et responsabilités sur la gestion de l'école en mode décentralisé	1	28 333	28 333	12	28 333	29 750	31 238	32 799	34 439	156 560
E2.10	Réhabilitation de pistes rurales	1	58 333	58 333	12	58 333	61 250	64 313	67 528	70 905	322 328
E2.11	Promotion des assurances agricoles et des SAP (Systèmes d'Alerte Précoce)	1	51 667	51 667	12	51 667	54 250	56 963	59 811	62 801	285 491
E2.12	Renforcement des capacités des ASSACO sur la gouvernance sanitaire locale	1	31 667	31 667	12	31 667	33 250	34 913	36 658	38 491	174 978
E2.13	Promotion de la mise en place d'initiatives communautaires et d'entrepreneuriat durable	1	39 167	39 167	12	39 167	41 125	43 181	45 340	47 607	216 421
E2.14	Renforcement des capacités des communautés locales en matière d'infrastructures, de technologies et de bonnes pratiques	1	75 000	75 000	12	75 000	78 750	82 688	86 822	91 163	414 422
E2.15			0								
E2.16											
E3	Objectif stratégique 3 : Favoriser la participation active des communautés locales au développement durable					566 667	595 000	624 750	655 988	688 787	2 442 404
E3.1	Construction/réhabilitation d'infrastructures de stockage, de transformation, et de commercialisation des produits locaux	1	75 000	75 000	12	75 000	78 750	82 688	86 822	91 163	414 422
E3.2	Construction/réhabilitation d'écoles, de centres de santé et d'abris de fortunes	1	75 000	75 000	12	75 000	78 750	82 688	86 822	91 163	414 422
E3.3	Promotion de l'implication des parents dans le suivi de enfants	1	3 333	3 333	12	3 333	3 500	3 675	3 859	4 052	18 419
E3.4	Elaboration et mise en œuvre des projets d'écoles par les communautés	1	38 333	38 333	12	38 333	40 250	42 263	44 376	46 594	211 816
E3.5	Promotion des AGR et des groupes d'épargne communautaires	1	26 667	26 667	12	26 667	28 000	29 400	30 870	32 414	147 350
E3.6	Mise en place de mécanismes de suivi et d'évaluation participative des actions de gouvernance	1	35 000	35 000	12	35 000	36 750	38 588	40 517	42 543	193 397
E3.7	Promotion de l'accès des jeunes et des femmes aux actifs familiaux (terres, équipements)	1	30 000	30 000	12	30 000	31 500	33 075	34 729	36 465	165 769
E3.8	Renforcement des capacités des cantines scolaires	1	40 000	40 000	12	40 000	42 000	44 100	46 305	48 620	221 025

36,000,000	36,000,000	198,922,725
36,000,000	36,000,000	198,922,725
26,000,000	26,000,000	143,666,413
21,000,000	21,000,000	116,038,256
327,500,000	327,500,000	1,809,644,234
18,000,000	18,000,000	99,461,363
35,000,000	35,000,000	193,397,094
22,000,000	22,000,000	121,563,888
21,000,000	21,000,000	116,038,256
21,000,000	21,000,000	116,038,256
19,000,000	19,000,000	104,986,994
19,000,000	19,000,000	104,986,994
2,000,000	2,000,000	11,051,263
17,000,000	17,000,000	99,935,731
35,000,000	35,000,000	193,397,094
31,000,000	31,000,000	171,294,569
19,000,000	19,000,000	104,986,994
23,500,000	23,500,000	129,852,334
45,000,000	45,000,000	248,653,406
0		
	340,000,000	1,878,714,625
45,000,000	45,000,000	248,653,406
45,000,000	45,000,000	248,653,406
2,000,000	2,000,000	11,051,263
23,000,000	23,000,000	127,089,519
16,000,000	16,000,000	88,410,100
21,000,000	21,000,000	116,038,256
18,000,000	18,000,000	99,461,363
24,000,000	24,000,000	132,615,150

21,000,000	21,000,000	116,038,256
25,000,000	25,000,000	138,140,781
35,000,000	35,000,000	193,397,094
22,000,000	22,000,000	121,563,888
21,000,000	21,000,000	116,038,256
22,000,000	22,000,000	121,563,888
500,000	57,400,000	317,171,234
350,000	3,000,000	16,576,894
12,500,000	1,400,000	7,735,884
3,000,000	50,000,000	276,281,563
	3,000,000	16,576,894
	92,400,000	510,568,328
400,000	52,800,000	291,753,330
100,000	13,200,000	72,938,333
200,000	26,400,000	145,876,665
	2,381,450,000	7,201,645,154

E3.9	Mise en place et renforcement des capacités des CGS, AME et CF sur leurs rôles et responsabilités dans la scolarisation, la mise en place des PDSEC et PDCOM	Projet/activité	1	35,000	12	35,000	36,750	38,588	40,517	42,543	193,397	3%
E3.10	Accompagnement des collectivités (maries) dans le renouvellement de leurs PDSEC et PDCOM et le renforcement de la prise en compte du secteur éducation et protection des enfants	Projet/activité	1	41,667	12	41,667	43,750	45,938	48,234	50,646	230,235	
E3.11	Construction d'espaces d'épanouissement des enfants dans les camps de réfugiés et de déplacés	Projet/activité	1	58,333	12	58,333	61,250	64,313	67,528	70,905	322,328	
E3.12	Mise en place et renforcement des capacités des organisations laïques de jeunes, femmes, PDI, réfugiés, PVH pour leur participation aux processus démocratiques	Projet/activité	1	36,667	12	36,667	38,500	40,425	42,446	44,569	202,606	
E3.13	Renforcement des capacités des Commissions Foncières (COFO)	Projet/activité	1	35,000	12	35,000	36,750	38,588	40,517	42,543	193,397	
E3.14	Renforcement des acteurs communautaires (OCB, collectivités, Groupes de Suivi Budgétaires) en plaidoyer sur le budget citoyen et le budget sensible aux enfants	Projet/activité	1	36,667	12	36,667	38,500	40,425	42,446	44,569	202,606	
F	Suivis, Evaluations, Apprentissages					95,667	100,450	105,473	110,746	116,283	528,619	3%
F1	Missions de suivi des activités	Mission	1	833	6	5,000	5,250	5,513	5,788	6,078	27,628	
F2	Ateliers de revue trimestriels/ semestriels des résultats	Session	1	583	4	2,333	2,450	2,573	2,701	2,836	12,893	
F3	Evaluations mi-parcours et finales des projets	Etudes	1	20,833	4	83,333	87,500	91,875	96,469	101,292	460,469	
F4	Ateliers de partage de connaissances et de capitalisation des projets	Session	1	5,000	1	5,000	5,250	5,513	5,788	6,078	27,628	
F5											0	
G	Administration, Sécurité et maintien des bureaux					154,000	161,700	169,785	178,274	187,188	850,947	4%
G1	Loyer	Local	11	667	12	88,000	92,400	97,020	101,871	106,965	486,256	
G2	Eau-électricité	Local	11	167	12	22,000	23,100	24,255	25,468	26,741	121,564	
G3	Gardiennage et sécurité	Local	11	333	12	44,000	46,200	48,510	50,936	53,482	243,128	
G4						0	0	0	0	0	0	
H	TOTAL BUDGET					3,876,542	4,105,308	4,311,847	4,116,545	3,778,979	20,189,221	100%

EQUIVALENCE EN XOF (USD=600XOF)	2,325,925,000	2,465,185,000	2,587,108,000	2,469,977,150	2,367,387,258	12,113,392,008
---------------------------------	---------------	---------------	---------------	---------------	---------------	----------------

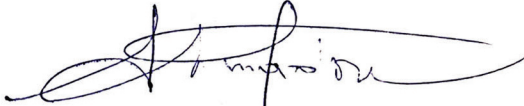
Annexe 2 : Plan d'action pour la mise en œuvre et le suivi du plan stratégique

Code Activité	Activité	Janv-25	Févr-25	Mars-25	Avr-25	Mai-25	Juin-25	Juil-25	Août-25	Sept-25	Oct-25	Nov-25	Déc-25
Activité 1	Evaluation de la stratégie antérieure et établissement des lignes de référence pour la nouvelle stratégie	x											
Activité 2	Elaboration du Plan stratégique 2025-2029		x										
Activité 3	Atelier de présentation du Plan stratégique aux partenaires			x									
Activité 4	Elaboration d'une cartographie des partenaires (partenaires communautaires, partenaires techniques et financiers, Services techniques de l'état)			x									
Activité 5	Rencontres informelles et formelles de partage du plan stratégique				x	x	x	x	x	x	x	x	x
Activité 6	Mise en place d'un comité de veille sur les appels à note conceptuelle, appels à manifestation d'intérêt, appels d'offre et appels à proposition de projets				x								
Activité 7	Création de consortia avec des partenaires (ONG nationales, ONGI, OCB) par thématiques d'intérêts des bailleurs de fonds					x							
Activité 8	Mise en place de comités mixtes (Api-dev, consultants, partenaires de consortium) pour l'élaboration des concept notes, manifestations d'intérêts, offres, propositions de projets						x	x	x	x	x	x	x
Activité 9	Cocréation de projets avec les partenaires communautaires (OCB)						x	x	x	x	x	x	x
Activité 10	Évaluations trimestrielles du plan stratégique						x			x			x

Bamako, le 10 Mars 2025

Pour le Bureau Exécutif

LE PRESIDENT



Ahmadou TRAORE



Badalabougou SEMA 1
Rue : 98 Porte : 286
Près du Cercle MESS des Officiers
Tél.: +223 20 23 29 03
Site web: www.apidev.org
Facebook : apidevmali